

Rapport n° 243/FRS/OBSUSA
du 26 mai 2017

Marché 2014 1050 135 379

EJ 18 000 282 82

notifié le 28 novembre 2014

réunion de lancement 14 janvier 2015

La stratégie de sécurité américaine en Afrique

NICOLE VILBOUX

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

SYNTHÈSE	5
LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES.....	7
L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE DANS LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE	9
1 – L'AFRIQUE OCCUPE UNE PLACE SECONDAIRE DANS LES AFFAIRES INTERNATIONALES. 9	
1.1 – Une attention politique fluctuante.....	10
1.2 – ...Alimentée par la société civile.....	13
2 – UNE POLITIQUE VISANT L'INTÉGRATION DE L'AFRIQUE DANS LA COMMUNAUTÉ LIBÉRALE.....	15
2.1 – Le soutien au développement et à l'ouverture économique du continent	16
2.2 – La promotion de la gouvernance démocratique.....	20
3 – DES ENJEUX DE SÉCURITÉ DÉTERMINANTS DANS LA POLITIQUE RÉGIONALE.....	22
3.1 – Un continent fragile et propice à la violence	22
3.1.1 – Des conflits persistants.....	22
3.1.2 – Un théâtre de lutte contre le terrorisme	24
3.2 – Une zone de concurrence entre grandes puissances	25
LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	29
1 – L'AFRIQUE, « LABORATOIRE » DE LA STRATÉGIE INDIRECTE.....	30
1.1 – Un dispositif militaire “léger”	30
1.1.1 – Des moyens limités, majoritairement situés hors du continent.....	31
1.1.2 – Une présence dispersée et discrète	34
1.2 – Une stratégie de formation et soutien des partenaires	36
1.2.1 – Le renforcement des capacités des États africains.....	36
1.2.2 – L'appui aux opérations	38

2 – UNE STRATÉGIE APPUYÉE SUR DE MULTIPLES PROGRAMMES D’AIDE.....	41
2.1 – Des programmes de portée globale	41
2.2 – Le renforcement des capacités de paix	43
2.3 – Les programmes de lutte contre le terrorisme	45
2.4 – Formation et entraînement des armées africaines	47
2.5 – Synthèse de l’aide de sécurité.....	49
CONCLUSION : PERSPECTIVES DE LA COOPÉRATION AVEC L’AFRIQUE.....	51
Une politique d’aide fortement discutée.....	51
Un bilan mitigé de la coopération de sécurité.....	52
ANNEXE 1 – LISTE DES AUDITIONS PARLEMENTAIRES SUR L’AFRIQUE EN 2016.....	55
ANNEXE 2 – RÉPARTITION DE L’AIDE AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS	56
ANNEXE 3 – ORGANISATIONS TERRORISTES EN AFRIQUE	57
ANNEXE 4 – OPÉRATIONS DE CONTRE-TERRORISME EN SOMALIE	58

Synthèse

L'Afrique est traditionnellement une région négligée dans la politique de sécurité des États-Unis. Certes, elle a fait l'objet d'une attention redoublée depuis le début des années 2000, au moins dans les discours des Administrations Bush et Obama. Mais, l'implication américaine y reste parcellaire, discontinue, très largement dépendante des crises qui suscitent épisodiquement l'intérêt de l'opinion interne aux États-Unis.

Les dossiers africains sont rarement en tête des préoccupations des Administrations, dont l'attention est souvent consécutive à une crise. Mais après les initiatives lancées sous les deux dernières présidences pour contribuer à l'intégration du continent dans la mondialisation libérale, le retour à une certaine forme de négligence semble prévaloir. Le Président Trump ne manifeste aucun intérêt pour le continent et ses conseillers n'en témoignent pas davantage. Début 2017, ce sont donc les experts impliqués dans les questions régionales qui doivent plaider pour la poursuite de l'engagement américain, avec le soutien du Congrès. Il est à cet égard intéressant de souligner qu'il n'existe pas de véritable divergence entre les courants politiques américains sur les objectifs recherchés en Afrique.

Ces deniers, formulés en 2012 par l'Administration Obama, restent valables aujourd'hui :

- ➔ Le renforcement des institutions démocratiques ;
- ➔ Le soutien à la croissance économique, au commerce et à l'investissement ;
- ➔ La progression de la paix et de la sécurité ;
- ➔ La promotion « *des opportunités et du développement* ».

La réalisation de ces objectifs passe largement par une politique d'aide et de soutien aux États africains, d'abord dans les domaines économique et sanitaire. Mais le développement du continent dépend aussi de la résolution de nombreux problèmes de sécurité :

- ➔ une conflictualité endémique ;
- ➔ la persistance d'activités criminelles, déstabilisantes pour les États africains et occidentaux ;
- ➔ et l'implantation des groupes terroristes affiliés à Al Qaida ou Daech.

Bien que l'Afrique sub-saharienne ne soit pas une zone prioritaire, les défis qu'elle présente doivent être pris en compte dans une perspective de sécurité globale.

Elle est d'abord considérée comme un terrain particulièrement propice à l'implantation d'organisations « extrémistes violentes », dont certaines sont déjà des menaces régionales importantes :

- ➔ les *Shebabs* en Somalie alimentent un conflit impliquant toutes les puissances voisines et une présence directe des États-Unis ;
- ➔ AQMI au Sahel demeure une source de déstabilisation, justifiant le soutien à l'engagement français au Mali ;
- ➔ Boko Haram, désormais considéré comme une menace régionale dans le Bassin du lac Tchad, nécessitant le soutien des États-Unis aux pays de la région.

Par ailleurs, les États-Unis retrouvent aujourd'hui en Afrique une préoccupation qui avait disparu avec la Guerre froide : celle de la place du continent dans les équilibres internationaux. De nombreuses puissances « émergentes » s'y investissent en effet, à commencer par la Chine. L'influence grandissante

qu'elle tire de sa présence économique peut avoir des conséquences néfastes sur l'évolution politique du continent, mais aussi sur les relations qu'y ont développées les États-Unis depuis les années 1990.

La poursuite des objectifs de sécurité en Afrique s'insère dans une approche « globale », interministérielle, dans la mesure où les dimensions militaire, économique et politique des problèmes sont étroitement imbriquées. L'absence de menace directe limite par ailleurs la nécessité d'un engagement militaire important.

La stratégie américaine s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités des partenaires africains qui se traduit à la fois par le financement de nombreux programmes d'assistance destinés à renforcer les instruments de sécurité locaux ; et par le développement de la coopération sur le terrain, entre les armées américaines et leurs homologues du continent.

Chargé de mettre en œuvre cette stratégie depuis octobre 2008, AFRICOM se distingue de la plupart des autres commandements de théâtre par une structure (à forte dimension interministérielle) et par une posture (dispositif léger et dispersé) reflétant clairement la stratégie indirecte et expéditionnaire privilégiée. Les forces présentes sur le théâtre effectuent pour l'essentiel des missions de coopération de sécurité ou d'appui aux opérations de partenaires.

Les activités de coopération de sécurité couvrent un large éventail de domaines, depuis la formation et l'entraînement aux tactiques de combat (classiques et spéciales) jusqu'à la réforme des administrations civiles de défense, en passant par les opérations sanitaires et le renseignement.

L'appui aux opérations des partenaires englobe aussi un grand nombre d'activités, à l'exclusion de toute participation directe aux combats, seule la Somalie faisant exception. Hormis ce pays où l'Administration Trump a intensifié l'intervention militaire en

mars 2017, l'engagement américain se concentre aujourd'hui sur l'Afrique de l'Ouest après avoir été important en Afrique centrale sous la présidence Obama. Il faut aussi rappeler le soutien apporté depuis 2013 à l'opération française et à la Force multinationale au Mali, qui reste considéré comme indispensable.

Pour une majorité d'experts, la nouvelle Administration aurait intérêt à poursuivre la stratégie indirecte mise en œuvre depuis les années 2000 en Afrique, associant les déploiements limités et temporaires ; le soutien aux partenaires et l'élimination ciblée des leaders de groupes terroristes, en particulier dans le Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

Bien que l'aide extérieure soit remise en cause par la nouvelle Administration, la coopération reste l'instrument le plus adapté et le plus « rentable » pour traiter les enjeux africains.

Liste des principaux acronymes

AMISOM	African Union Mission in Somalia
AFRICOM	United States African Command
AGOA	African Growth and Opportunity Act
CJTF-HOA	Combined Joint Task Force-Horn of Africa
DoD	Department of Defense
DoS	Department of State
LRA	Lord's Resistance Army
MNJTf	Multinational Joint Task Force
SOCAFRICA	Special Operations Command – Africa
SOCFWD	Special Operations Command Forward
SOF	Special Operations Forces
TSCTP	Trans Sahara Counter-Terrorism Partnership
VEO	Violent Extremist Organizations

L'Afrique sub-saharienne dans la politique extérieure américaine

L'Afrique est traditionnellement une région négligée dans la politique de sécurité des États-Unis. Certes, elle a fait l'objet d'une attention redoublée depuis le début des années 2000, au moins dans les discours des Administrations Bush et Obama. Mais, l'implication américaine y reste parcellaire, discontinue, très largement dépendante des crises qui suscitent épisodiquement l'intérêt d'une partie de l'opinion intérieure.

De nombreux experts et responsables politiques ont souligné que d'une manière générale, « dans une politique extérieure réaliste, l'Afrique n'est pas un enjeu [« a non-issue »] pour les États-Unis »¹, au sens où ce qui s'y passe n'aurait pas d'impact déterminant sur la puissance internationale et la sécurité américaines. Pour l'expert de l'Atlantic Council, Peter Pham, « les intérêts américains en Afrique ont historiquement été présentés presque exclusivement en termes de préoccupations humanitaires [liées à] la pauvreté, la guerre et les désastres naturels », plutôt qu'en fonction de « considérations stratégiques »².

Cette affirmation mérite d'être nuancée³, en particulier si l'on considère que la politique extérieure des États-Unis revendique toujours une dimension « idéaliste », dans laquelle la croissance économique, l'implantation de la démocratie et la défense

des droits humains dans le monde sont élevés au rang d'intérêts nationaux.

Ils ont cependant une place particulière en Afrique, où les États-Unis n'ont pas à faire face à des adversaires, ni à des menaces directes pour leur sécurité nationale. Cela n'empêche pas les questions de sécurité de prendre une place de plus en plus importante depuis les années 2000, à la fois parce que le continent est un théâtre de la lutte contre le terrorisme islamiste, de même qu'un espace de rivalité avec les « puissances émergentes » ; mais aussi parce que l'instabilité et la conflictualité endémiques y sont des obstacles à tous les projets américains d'intégration de l'Afrique au monde des « démocraties de marché ».

I – L'Afrique occupe une place secondaire dans les affaires internationales

Le discours institutionnel réaffirme régulièrement l'importance de l'Afrique pour les États-Unis. Mais cela semble tenir plus de l'incantation que du constat. Les dossiers africains sont rarement en tête des

¹ Sean Brooks, "American Foreign Policy Toward Burundi", PRIMA, Vol. 2, n°2, 2001, p. 2.
<http://www2.davidson.edu/academics/acad_depts/rusk/prima/Vol2Issue2/Burundi.htm>

² Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, Atlantic Council Strategy Paper No. 7, December 2016, p. 15.

³ Pour certains analystes, souvent rattachés au courant progressiste « anti-impérialiste » aux États-Unis, cette lecture est même mensongère, car elle masque les intérêts économiques qui prévalent constamment.

préoccupations des Administrations, dont l'attention est souvent consécutive à une crise. Les initiatives peuvent aussi venir du Congrès, sensible à l'action des groupes d'intérêts, qui ont eu un rôle significatif dans le traitement des conflits africains.

1.1 – **Une attention politique fluctuante...**

Alors que la fin de confrontation Est-Ouest retire à l'Afrique tout intérêt stratégique, c'est sous la présidence Clinton dans les années 1990 que se mettent en place certains aspects durables de la politique américaine à l'égard du continent :

- ➔ La perception d'un potentiel de croissance économique que les États-Unis devraient encourager, moins par l'aide au développement que par la promotion des échanges. Cela conduit notamment à l'adoption en 2000 d'un accord d'ouverture du marché américain aux produits africains (*African Growth and Opportunity Act - AGOA*), qui reste un pilier des relations commerciales ;
- ➔ Le choix de soutenir les « *nouveaux leaders africains* » prêts à faire entrer leur pays dans le système libéral international. Washington entend développer des relations de partenariat (loin du « paternalisme » des anciennes puissances coloniales) laissant les dirigeants africains décider des « solutions aux problèmes africains » ;
- ➔ Une implication nouvelle dans le domaine de la sécurité, au travers de la mise en place d'instruments de formation et d'assistance, initialement focalisés sur la préparation aux opérations de paix (*Africa Crisis Response Initiative*). Ces initiatives répondent d'une part aux « *remords* » de l'Administration Clinton quant à sa passivité lors du génocide perpétré au Rwanda

en 1994⁴, et d'autre part au déclin de l'influence militaire des puissances européennes sur le continent ;

- ➔ A partir de 1998 (attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya), le terrorisme islamiste devient aussi une préoccupation en Afrique, dont l'importance augmentera ensuite régulièrement.

Cet enjeu a occupé une place centrale dans la perception de l'Afrique par l'Administration de George W. Bush. Le continent était certes un théâtre périphérique de la « guerre contre la terreur », mais la menace a justifié le développement de coopérations régionales, focalisées sur le Sahel (*Pan-Sahel Initiative* de 2003, remplacée en 2005 par *Trans-Saharan Counter-Terrorism Partnership*). Cela conduit surtout à la formation d'un Commandement militaire régional dédié au continent, l'*Africa Command (AFRICOM)*, en 2007.

L'attention de l'Administration Bush n'est pas uniquement sécuritaire. L'accent est mis d'une part sur la promotion de la démocratie, comme moyen de lutte contre l'extrémisme, et d'autre part sur l'aide humanitaire, en particulier dans le domaine sanitaire où plusieurs programmes majeurs sont lancés (contre le SIDA et la malaria).

Les préoccupations et la démarche de l'Administration Bush sont largement poursuivies par son successeur à partir de 2010. Elles prennent cependant davantage de visibilité, avec la formulation pour la première fois d'une stratégie nationale pour l'Afrique (*Strategy Toward Sub-Saharan Africa*) en 2012, qui témoigne de l'impulsion donnée au plus haut niveau à l'élaboration d'une politique globale⁵, dont les grands axes sont :

- ➔ Le renforcement des institutions démocratiques ;

⁴ Cet événement a marqué certains membres de l'Administration Clinton (notamment Susan Rice) au point d'influencer ultérieurement la réponse de l'Administration Obama aux conflits en Afrique. Nicole Vilboux, *La politique des États-Unis en Afrique centrale et des Grands Lacs*,

Note 10, Observatoire des Grands Lacs, FRS/DAS, février 2015, p. 12.

⁵ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa:*

- ➔ La stimulation de la croissance économique ;
- ➔ La progression de la paix et la sécurité ;
- ➔ Afin d'encourager le développement.

Le président Obama ne s'est rendu que trois fois en Afrique durant ses huit ans de mandat, visitant le Ghana en 2009 ; le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tanzanie en 2013 ; puis le Kenya et l'Éthiopie en 2015. Mais il a lancé de multiples initiatives destinées à renforcer les liens économiques et soutenir une vision optimiste de l'avenir du continent.

Début 2017, ce sont les experts impliqués dans les dossiers africains qui doivent reprendre ce thème pour éviter que l'Afrique ne retourne en bas de la liste des priorités américaines. Durant la campagne présidentielle de 2016, elle n'a été mentionnée dans aucun des trois débats entre Hillary Clinton et Donald Trump. Dans la mesure où l'équipe du candidat républicain s'est préoccupée du continent, c'était pour soulever des interrogations sur la poursuite des grands axes de la politique menée jusqu'à présent par les États-Unis. Un document révélé par la presse posait ainsi la question de la « rentabilité » des investissements effectués en Afrique ou de l'importance réelle de la menace de Boko Haram du point de vue américain⁶.

Après son arrivée à la Maison blanche, Donald Trump n'a contacté que 4 dirigeants du continent, à commencer par le président égyptien al-Sisi (le 20 janvier), puis ceux du Nigeria et d'Afrique du Sud le 13 février et finalement le président kenyan le 7 mars. Alors que son élection a été accueillie sans animosité par ses homologues sur le continent, ses premières mesures de restriction de l'immigration ont suscité des inquiétudes dans beaucoup de pays.

⁶ Key Issues, Challenges, and U.S. Responses, CRS Report for Congress, Washington (D.C.): Congressional Research Service, p. 1.

Les responsables de la politique africaine de Washington

➔ Au sein du National Security Council

Le premier responsable des affaires africaines choisi par l'Administration Trump fut Robin Townley, mais la CIA a refusé de lui accorder les accréditations de sécurité requises. Le général McMaster a finalement nommé Rudolph Atallah, un ancien lieutenant-colonel de l'US Air Force. Il fut directeur du Contre-terrorisme pour l'Afrique (Afrique de l'Est puis du Nord) au sein de l'OSD de 2003 à 2009, puis chercheur associé à l'Atlantic Council.

Le bureau Afrique du NSC a été réorganisé par M. Flynn pour y inclure les pays du Maghreb (hormis l'Égypte), suivant en cela une recommandation de Peter Pham.

➔ Au sein du Département d'État

Le Bureau des affaires africaines, dirigé par un *Assistant Secretary*, comporte quatre divisions régionales et fonctionnelles :

- ➔ Afrique centrale et affaires de sécurité ;
- ➔ Afrique occidentale et affaires économiques ;
- ➔ Afrique du sud et diplomatie publique ;
- ➔ Afrique orientale et Soudan(s).

Les pays d'Afrique du Nord (Maghreb) ne sont pas inclus dans ce Bureau et sont rattachés à la zone Proche-Orient.

En attendant la nomination d'un *Assistant Secretary*, la direction du Bureau est assurée par son adjoint. Le *Deputy Assistant Secretary* est Peter Henry Barlerin, nommé en juin 2016 sous la présidence Obama, en remplacement de Linda Thomas-Greenfield.

Le Bureau comprend environ 200 personnels.

Au sein de l'**USAID**, le continent relève d'un *Assistant Administrator for Africa*, poste actuellement occupé par Cheryl Anderson, qui y a été nommée en octobre 2016. Son bureau supervise les 27 missions régionales et bilatérales établies en Afrique.

Plusieurs postes de Représentants/Envoyés spéciaux ont été créés dans les années 2000 :

- ➔ **Pour le Soudan et Sud-Soudan** : poste actuellement non pourvu.
- ➔ **Pour les Grands Lacs** : Laurence Wohlers a été nommé en janvier 2017. Ancien ambassadeur en RCA (de 2010 à 2012), il fut également Adjoint du Représentant spécial de l'ONU auprès de la MINUSCA et chef de la délégation de l'*U.S. Security Governance Initiative* au Niger et au Mali.

Par ailleurs, si le Président Trump ne manifeste aucun intérêt pour le continent, ses conseillers n'en témoignent pas davantage. Le seul qui pourrait avoir des liens avec l'Afrique est le Secrétaire d'État Rex Tillerson, puisque ses anciennes fonctions à la tête d'Exxon Mobil l'ont amené à discuter avec des dirigeants africains. Mais cela ne rassure pas les observateurs, puisque cela pourrait se traduire par une focalisation de la politique américaine sur les quelques pays producteurs de pétrole qui bénéficient déjà de l'attention régulière de Washington.

En mai 2017, aucun responsable n'a encore été nommé à la tête du Bureau Afrique du DoS. Le directeur du programme Afrique de l'Atlantic Council, Peter Pham, fut initialement pressenti pour occuper le poste, mais ce choix n'a pas été maintenu. Certaines sources évoquent en avril parmi les candidats possibles « Jeff Krilla, vice-président en charge des affaires politiques à Kosmos Energy, qui a été Secrétaire adjoint au Bureau Droits de l'Homme du Département d'État sous la présidence de George W. Bush » et Charles Snyder, un ancien officier qui a déjà occupé des fonctions au DoS⁷. D'autres observateurs évoquent le nom de Kate Almquist Knopf, directrice de l'*Africa Center for Strategic Studies* du Département de la Défense.

Dans l'attente d'orientations présidentielles, certains experts ont jugé opportun de rappeler à l'Administration que l'Afrique ne devait pas être oubliée. C'est également le cas du sénateur Coons, membre respecté de la Commission des affaires extérieures, qui a publié en avril un long article de recommandations pour la politique africaine⁸.

Au sein du Congrès, l'Afrique relève de la Sous-commissions des affaires extérieures :

- ➔ Associée aux questions mondiales et humanitaires dans le cas de la Chambre des Représen-

tants (*Subcommittee on Africa, Global Health, Global Human Rights, and International Organizations*) ;

- ➔ Associée uniquement aux questions sanitaires au sein de la Commission sénatoriale (*Subcommittee on Africa and Global Health Policy*).

Les deux Sous-commissions ne couvrent que l'Afrique sub-saharienne, le Nord du continent étant rattaché au Proche/Moyen-Orient. Durant l'année 2016, elles ont organisé onze auditions sur les problèmes politiques et sanitaires en Afrique, dont trois consacrées à la « crise » au Sud-Soudan (voir listes des thèmes en annexe 1). Depuis le début de l'année 2017, la Commission de la Chambre a déjà organisé trois auditions, focalisées sur l'Afrique orientale.

Même s'il n'accorde pas une attention constante à l'Afrique, le Congrès soutient régulièrement depuis les années 1990, de manière bipartisane, une politique favorable au développement, à la stabilisation et à la démocratisation du continent. La réalisation de ces objectifs dépend toutefois des crédits attribués aux initiatives américaines ; or les parlementaires sont souvent tentés de réduire le financement de l'aide extérieure lorsqu'il s'agit de diminuer le déficit fédéral, ce qui a un impact direct sur les engagements en Afrique.

Le Congrès joue aussi un rôle important dans la définition des relations avec les pays africains, du fait de sa responsabilité d'autorisation et de contrôle des programmes d'aide (et en particulier d'assistance de sécurité). A ce titre les parlementaires ont imposé des restrictions à l'assistance à certains pays, souvent au nom de la défense de principes (respect

⁷ Reed Kramer, "Emerging US Africa Policy focuses on security issues", *Daily Maverick*, April 2, 2017.

⁸ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", *The American Interest*, January 25, 2017.

des libertés religieuses⁹), ou pour lutter contre des pratiques contraires aux droits humains (par exemple sur la base du *Child Soldiers Prevention Act*, qui concerne 6 pays africains en 2016). Au-delà, le Congrès peut recourir aux sanctions, comme celles qu'il maintient à l'encontre du Soudan depuis 1998 et du régime zimbabwéen depuis 2001 (*Zimbabwe Democracy and Economic Recovery Act*).

Même lorsque les initiatives parlementaires n'ont pas d'application concrète immédiate, elles contribuent à influencer sur les relations, en témoignant de l'attention américaine au comportement d'un État, le plus souvent pour s'en inquiéter. La proposition récente (en mai) d'une résolution du Sénat appelant l'Éthiopie à respecter les droits de l'Homme et les « libertés démocratiques »¹⁰, en est une parfaite illustration.

Cette action législative, comme beaucoup d'autres concernant les questions africaines, répond à des préoccupations soulevées par les campagnes de sensibilisation organisées par des groupes de pression ou d'activistes.

1.2 – ...Alimentée par la société civile

L'attention politique à l'égard de l'Afrique varie en fonction des événements, mais elle est fréquemment alimentée par l'action des organisations « non-gouvernementales » depuis les années 1990.

Parmi les différents groupes d'intérêt, il faut d'abord noter le faible poids des organismes représentant les « afro-américains », dans la mesure où il s'agit d'une communauté très diverse et dont l'attention

ne se focalise pas sur la politique extérieure. Des organisations « ethniques », porte-paroles d'une diaspora nationale africaine peuvent cependant s'impliquer dans les débats concernant leur pays d'origine et tenter d'infléchir la politique américaine. C'est par exemple le cas avec les efforts actuels d'organisations comme l'*Ethiopia Human Rights Project* ou le *Solidarity Movement for a New Ethiopia*, qui sont parvenus à attirer l'attention de la Chambre des Représentants sur les violations des droits de l'homme commises par le régime¹¹. Il faut noter que d'autres opposants (et des représentants de la communauté érythréenne) s'inquiètent des campagnes de lobbying financées par le gouvernement éthiopien pour défendre ses intérêts à Washington.

Outre les efforts des organisations caritatives pour promouvoir l'aide au continent, notamment à l'occasion des crises humanitaires, l'attention politique portée aux conflits est souvent le résultat de campagnes de sensibilisation menées par des organismes de défense des droits humains.

On en trouve un bon exemple dans le cas de l'Afrique orientale et des Grands lacs¹² : les engagements américains (en-dehors du cas somalien) ont tous été alimentés et soutenus par l'activisme d'organisations privées. Parmi celles dont l'action a été la plus significative, on peut relever :

- ➔ Le *Project Enough*, fondé au sein du *Center for American Progress* en 2006, par des experts de l'Afrique, Gayle Smith et John Prendergast¹³. En 2011, ses analystes suggéraient à l'Administration de nommer un Envoyé spécial pour la région, afin de relever le niveau d'attention à

⁹ Le Soudan et l'Érythrée sont par exemple visés par des restrictions prises au titre de l'*International Religious Freedom Act* de 1998.

¹⁰ *Resolution supporting respect for human rights and encouraging inclusive governance in Ethiopia*.

¹¹ "Coalition of NGO, Diaspora Groups Support Congressional Hearing on Human Rights in Ethiopia", Freedom House, March 9, 2017. Il existe par ailleurs un *Ethiopia and Ethiopian American Congressional Caucus*.

¹² Voir : Nicole Vilboux, *La politique des États-Unis en Afrique centrale et des Grands Lacs*, op. cit.

¹³ J. Prendergast travaillait notamment au NSC sous la direction de S. Rice au sein de l'Administration Clinton. A la tête d'*Enough*, il s'est d'abord engagé dans la dénonciation du génocide au Darfour et en faveur de l'indépendance du Sud-Soudan.

Washington et de mieux coordonner la politique¹⁴. Un responsable fut nommé à la fin de l'année par le Département d'État ;

- ➔ L'*Eastern Congo Initiative* est également un « *advocay group* », fondé en 2010 sous l'impulsion de l'acteur Ben Affleck, qui en préside le conseil d'administration. Il a été invité à présenter la situation en R.D.C. lors de trois auditions au Congrès en 2011, 2012 et février 2014, avant d'être reçu par J. Kerry au Département d'État ;
- ➔ L'organisation *Invisible Children* milite depuis 2006 pour faire connaître les crimes de la LRA. Elle a publié en 2012 une vidéo, *Kony 2012*, qui a donné une publicité considérable au sujet. L'organisation revendique d'avoir été un acteur « *clé dans le succès du vote de la LRA Disarmament and Northern Uganda Recovery Act* » de 2010¹⁵. Elle s'est aussi engagée sur le terrain, en organisant des programmes d'incitation à la défection des combattants de la LRA.

Les organisations chrétiennes (évangélistes) revendiquent aussi une influence majeure dans l'attention politique portée au continent, particulièrement sous les présidences républicaines. Ainsi, « *Faith-based lobbyists led by evangelical Christians claim they are the main reason ... why President Bush has increased the aid budget to Africa by 67 percent* »¹⁶. Leur poids est surtout mis en avant dans le domaine des aides de santé publique (notamment la lutte contre le SIDA), où leurs préférences peuvent influencer sur le choix des programmes soutenus. Cela avait été constaté sous la présidence Reagan et semble se reproduire actuellement, avec le projet de l'Administration Trump de réserver les financements publics aux

ONG africaines qui ne favorisent pas l'avortement. Ces politiques, fortement critiquées par les autres ONG américaines ainsi qu'en Afrique, seraient le résultat de l'activisme d'organisations de la droite chrétienne (comme l'*American Center for Law & Justice*, *Human Life International*, ou *Family Watch International*), également accusées d'influencer les gouvernements africains, en soutenant notamment la répression de l'homosexualité¹⁷.

Au-delà des questions sociales, les lobbies religieux peuvent avoir un impact sur la politique extérieure. Walter Russell Mead estime par exemple que l'engagement de la diplomatie américaine dans la résolution du conflit au Soudan, aboutissant à l'indépendance du Sud, est largement dû à l'action des organisations évangélistes¹⁸. Leurs pressions et leurs relations avec certains parlementaires républicains ont notamment permis l'adoption en 2002 de la *Sudan Peace Act*, qui autorisait le soutien aux rebelles chrétiens du Sud.

Le Sud Soudan apparaît ainsi comme l'archétype de l'implication américaine en Afrique que ne justifie aucun intérêt économique ou de sécurité¹⁹, mais qui a obéi à des considérations morales sous l'influence de divers groupes de pression.

Cela ne signifie pas que les enjeux économiques soient absents du débat politique ; ils sont au centre des préoccupations de certaines organisations, comme le *Corporate Council on Africa*, ou l'*American Association in Blacks in Energy*, qui regroupe des entrepreneurs du domaine énergétique souhaitant faire entendre la voix des Afro-américains. Ce groupe a par exemple contribué à promouvoir l'adoption de l'initiative *Power Africa* lancée par Barack Obama. D'une

¹⁴ Aaron Hall, Sasha Lezhnev. *U.S. Congo Policy. Matching Deeds to Words to End the World's Deadliest War*, Enough Project, 2011, p. 4.

¹⁵ Invisible Children, "Our story".
<<http://invisiblechildren.com/our-story/>>

¹⁶ Ivar A. Iversen, *Foreign Policy in God's Name Evangelical influence on U.S. policy towards Sudan*, Norwegian Institute for Defence Studies, 2007, p. 1.

¹⁷ Voir par exemple : Kopya Kaoma, *Colonizing African Values How the U.S. Christian Right is Transforming Sexual Politics in Africa*, Political Research Associates, 2012.

¹⁸ Walter Russell Mead, "God's Country", *Foreign Affairs*, vol. 85, no. 5, 2006.

¹⁹ Les groupes d'intérêts économiques privilégiaient l'amélioration des relations avec Khartoum, qui aurait également été plus intéressante en termes de sécurité. Ivar A. Iversen, *Foreign Policy in God's Name Evangelical influence on U.S. policy towards Sudan*, op. cit., p. 48.

manière générale, les groupes d'intérêts économiques militent pour le soutien des États-Unis à toutes les mesures susceptibles de favoriser les échanges avec l'Afrique. Les analystes rattachés à la « gauche radicale » américaine y voient la logique prédatrice des entreprises américaines, à l'œuvre en Afrique²⁰, comme dans le reste du monde, sans que cela n'implique l'action d'un groupe de pression spécifique.

La promotion des intérêts économiques en Afrique entraîne directement des préoccupations de sécurité, compte tenu de « l'instabilité » du continent. Cela explique notamment l'attention portée à la question de la piraterie, dans le Golfe de Guinée et dans la corne de l'Afrique. Il s'agit d'un thème suivi par les centres de recherche (c'est même l'objet essentiel d'un organisme comme *Oceans beyond piracy*), qui consacrent dans l'ensemble moins de place aux problèmes de sécurité qu'aux enjeux de développement et de gouvernance. C'est le cas :

- ➔ De la *Brookings Institution*, qui aborde l'Afrique sub-saharienne dans le cadre d'un programme « *Africa growth initiative* » ;
- ➔ Du CSIS, qui entretient un « *Africa program* » largement consacré aux questions sanitaires et économiques ;
- ➔ De l'*Hudson Institute*, qui y consacre quelques articles.

L'*Atlantic Council* est l'un rares grands *think tank* à entretenir un programme Afrique « global ». Il faut également mentionner le *Council on Foreign Relations*, qui héberge en particulier un blog suivant l'actualité stratégique en Afrique (*Africa in Transition*). À l'inverse, certains centres, comme la *Carnegie Endowment* ou l'*Heritage Foundation*, n'entretiennent plus de programme régulier sur l'Afrique sub-saharienne.

²⁰ Par exemple : Tom Burgis, "Big Oil's sleazy Africa secrets: How American companies and super-rich exploit natural resources", *Salon*, April 6, 2015.

²¹ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 15.

L'Afrique est donc abordée dans le débat politique américain, essentiellement sous l'angle du développement au sens large, et secondairement comme une zone de conflits et d'instabilité propice à la persistance d'un problème de sécurité important pour Washington : le terrorisme djihadiste.

2 – Une politique visant l'intégration de l'Afrique dans la communauté libérale

Le but de la politique américaine est assez bien résumé par Peter Pham : il s'agit de favoriser l'émergence « d'une Afrique en paix et intégrée à la communauté mondiale », où « les peuples [...] peuvent se doter d'une économie de marché viable, d'un état de droit, d'institutions démocratiques et d'un développement solide »²¹.

Selon les termes de la stratégie élaborée en 2012 par l'Administration Obama, les États-Unis poursuivent donc quatre objectifs en interdépendance :

- ➔ Le renforcement des institutions démocratiques ;
- ➔ Le soutien à la croissance économique, au commerce et à l'investissement ;
- ➔ La progression de la paix et de la sécurité ;
- ➔ La promotion « des opportunités et du développement ».

Cette stratégie répond à un double intérêt des États-Unis, car « une Afrique forte, stable et prospère renforce [leur] sécurité nationale et représente un énorme marché pour les biens et services américains »²².

²² Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

Il est intéressant de souligner qu'il n'existe pas de véritable divergence entre les courants politiques sur les objectifs recherchés en Afrique²³. L'ancien *Assistant Secretary of State*, Johnnie Carson, rappelle que depuis les années 1990 le Congrès a apporté un large soutien bipartisan aux initiatives mises en place, sur lesquelles « *les Démocrates et les Républicains ont travaillé ensemble* »²⁴. Les variations politiques tiennent plutôt à l'importance qui est accordée à la réalisation des objectifs.

L'engagement américain se traduit par des initiatives diplomatiques, souvent dans des cadres multilatéraux, pour la résolution des conflits ou de crises politiques internes. Mais il passe surtout par une politique d'aide, présentée à Washington comme un soutien aux « partenaires » africains.

L'aide est particulièrement importante dans le domaine du développement (pris au sens large), alors qu'elle ne représente qu'une part modeste de l'assistance de sécurité américaine (détaillée au chapitre 2 §2). Il faut noter que l'aide publique, qui n'est qu'une partie des transferts américains vers l'Afrique²⁵, est distribuée aux États mais aussi à de nombreuses ONG locales, puisque depuis les années 2000, la « société civile » est devenue un partenaire privilégié de la nouvelle diplomatie américaine.

2.1 – Le soutien au développement et à l'ouverture économique du continent

En termes économiques, deux types d'intérêts orientent la politique américaine en Afrique :

- ➔ La volonté de sécuriser l'accès à des ressources importantes : matières premières et hydrocarbures ;
- ➔ La recherche d'une plus grande ouverture des économies africaines, aux investissements et aux produits américains.

Ces objectifs sont loin d'être propres au continent et ils y ont une importance très fluctuante. De manière générale, malgré les indéniables ressources de l'Afrique, elles ont rarement une place majeure dans les approvisionnements américains. Quant aux relations commerciales, elles restent « sous-développées » par rapport aux attentes.

Pourtant les Administrations successives depuis les années 1990 se sont employées à encourager le développement des relations commerciales avec le continent. Parmi les mesures phares, on relève l'adoption par le Congrès en 2000 de l'*African Growth Opportunities Act* (AGOA), accordant des avantages non-réciproques à certains pays d'Afrique sub-saharienne, sous forme d'exemption de droits de douane. Voté pour 15 ans, l'AGOA a été renouvelé en 2015 jusqu'en septembre 2025²⁶. A la fin de son mandat, l'Administration Obama a lancé une réflexion sur de nouvelles mesures propres à faciliter le développement des échanges (rapport "*Beyond AGOA*" de septembre 2016), mais il n'est pas certain que cela corresponde aux priorités de la nouvelle

²³ Peter Pham note que les sections consacrées à l'Afrique dans les Plates-formes des partis républicain et démocrate en 2016 étaient quasiment similaires.

²⁴ Johnnie Carson, "Trump's Africa policy: Unclear and uncertain", *African Arguments*, February 1, 2017.

²⁵ De manière globale, l'aide fournie par des organismes privés à vocation caritative représente une part importante de l'assistance américaine dans le monde.

²⁶ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 8.

Administration, plutôt hostile aux accords « inégaux »²⁷.

La question se pose aussi de la poursuite d'autres mesures prises sous la présidence Obama :

- ➔ Lancement de l'initiative *Trade Africa* annoncée par le président Obama en juillet 2013, et dont l'objectif était d'accroître le commerce régional en Afrique. Ce programme s'est initialement concentré sur 5 pays de la Communauté d'Afrique de l'Est : le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. L'initiative a ensuite été étendue, notamment à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mozambique, au Sénégal et à la Zambie ;
- ➔ La campagne *Doing Business in Africa* lancée en 2014, qui avait conduit à la mise en place d'un Conseil auprès du Président en septembre 2016 ;
- ➔ L'organisation de rencontres avec les responsables économiques, comme l'*US-Africa Business Forum* réuni en 2016 à New York.

Ces différentes mesures répondaient à la perception d'opportunités économiques à saisir sur le continent. Au début des années 2000, de nombreux pays africains ont en effet entamé une période de croissance économique, soulevant l'espoir d'un véritable « décollage » du continent. Dès lors, un certain enthousiasme s'est manifesté dans le discours institutionnel américain, jusqu'aux comptes-rendus annuels d'activités de l'AFRICOM qui débute systématiquement par le rappel du potentiel que représente le continent :

« Africa's sustained economic growth, improved social development, and growing entrepreneur

class are unlocking the continent's potential for international investment and trade, raising its geostrategic importance to the U.S while also attracting international competition for access, influence, and trade »²⁸.

Les officiels, comme de nombreux chercheurs américains, soulignent ainsi les « atouts » qui devraient faire de l'Afrique un acteur majeur du système économique international dans les prochaines décennies. On met en avant son dynamisme démographique : la population doublera d'ici 2050 et sera alors « 3,5 fois plus importante que celle de l'Europe », tandis que sa main-d'œuvre dépassera celle de la Chine ou de l'Inde. Cela devrait constituer « une aubaine pour les marchés internationaux »²⁹, puisque les classes moyennes devraient continuer à augmenter, créant de véritables marchés de consommation ; « *Analysts predict Africa's consumers will spend \$2 trillion per year by 2025* »³⁰. L'urbanisation accélérée, qui devrait conduire au développement des infrastructures ; la diffusion des technologies de communication (5 fois plus rapide que la moyenne mondiale) permettra de surmonter la déficience actuelle des infrastructures « physiques ».

Par ailleurs, les pays du continent seront de plus en plus en mesure d'exploiter les ressources naturelles considérables qu'ils détiennent : 95% des réserves de platine ; 90% du minerai de chrome ; 80% des minerais de phosphate ; plus de la moitié des réserves de cobalt, sans compter que ses réserves de pétrole prouvées ont augmenté de 40% durant la dernière décennie³¹.

²⁷ Un document de l'équipe de transition consacré à la politique africaine posait notamment la question de la pertinence de l'AGOA, selon ces termes : « *Most of AGOA imports are petroleum products, with the benefits going to national oil companies, why do we support that massive benefit to corrupt regimes?* » Cité in Aly-Khan Satchu, « How Trump's foreign policy may impact Africa's economic position », *How We Made It in Africa*, March 16, 2017.

²⁸ General Thomas D. Waldhauser, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, Senate Armed Services Committee, March 9, 2017, p. 2.

²⁹ Steven Feldstein, « Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa », op. cit.

³⁰ Senator Chris Coons, « U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump », op. cit.

³¹ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 2.

Dans ces conditions, l'Afrique peut effectivement apparaître comme un enjeu économique majeur. Mais l'insistance du discours officiel sur ce point montre paradoxalement qu'il est perpétuellement nécessaire d'en convaincre les Américains : « en répondant à la demande croissante de l'Afrique avec des biens et services américains, cela renforcera l'économie [des États-Unis...] et créera des emplois » chez eux³².

Pourtant, avec des échanges de l'ordre de 37 milliards \$ en 2015, l'Afrique sub-saharienne était en dernière position des partenaires mondiaux. Les États-Unis n'y réalisaient que 1,5% de leurs exportations en étant le troisième client de la région, avec seulement 5,8% des importations du continent. Ils ne comptaient que pour 4,6% des exportations (5^{ème} place)³³. En 2016, la balance commerciale américaine était encore déficitaire vis-à-vis de l'Afrique, avec 20,1 Mds\$ d'importations et 13,6 Mds\$ de biens exportés³⁴. Le pétrole est le premier produit importé par les États-Unis d'Afrique, bien que les volumes soient désormais en baisse : après avoir progressé entre 2001 (15 Mds\$) et 2008 (72 Mds\$), les importations de pétrole brut sont passées de 56,4 Mds\$ à 7,2 Mds\$ entre 2011 et 2016³⁵. L'Afrique, et en particulier le Nigéria, ont ainsi été les premières victimes du développement de la production nationale de pétrole de schiste aux États-Unis.

Les hydrocarbures représentent encore 62% des exportations réalisées dans le cadre de l'AGOA en 2016. Au total, les biens importés par les États-Unis au titre de l'AGOA s'élèvent 10,6 Mds\$, mais cela ne représente que quelques produits, provenant de

quelques pays. Sur les 4.2 Mds\$ d'importations non-énergétiques :

- ➔ 2,8 Mds\$ viennent d'Afrique du Sud ;
- ➔ Le Kenya, le Lesotho et Maurice exportent pour 900 millions ;
- ➔ 34 autres pays pour 428 millions.

Un rapport du CRS de mars 2017 constate que, en dépit des efforts du gouvernement américain pour promouvoir les échanges avec l'Afrique, « de nombreuses entreprises restent sceptiques à l'égard du potentiel commercial et d'investissement », se concentrant sur les régions « qui offrent le plus d'opportunités et le moins de risque »³⁶.

Ainsi, les investissements directs américains en Afrique ne représentent que 1% du total et se concentrent également dans quelques pays (Nigeria, Afrique du Sud et Angola)³⁷. Pour l'année 2015, les principaux bénéficiaires d'investissements américains étaient :

- ➔ L'île Maurice (6,9 Mds\$) ;
- ➔ L'Afrique du Sud (5,6 Mds\$) ;
- ➔ Le Nigeria (5,5 Mds\$) ;
- ➔ La Guinée Équatoriale (4,2 Mds\$)³⁸.

La zone d'Afrique orientale est largement ignorée par les investisseurs américains, ce qui s'explique par les conflits fortement médiatisés (en Somalie ou dans les Grands lacs) ou le caractère peu démocratique de certains régimes.

³² Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

³³ *World Integrated Trade Solutions*, World Bank. <http://wits.worldbank.org/countrysnapshot/en/SSF>

³⁴ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 5.

³⁵ *Ibid.*, p. 9.

³⁶ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa:*

Key Issues, Challenges, and U.S. Responses, op. cit., p. 5.

³⁷ East African Community Secretariat, *Position Paper on Enhancing EAC-U.S. Trade and Investment Relationship Under A New Post-2015 AGOA Program*, Arusha, June 2014, p. 14.

<<http://democracy-africa.org/files/92971872.pdf>>

³⁸ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 5.

De manière générale, les investissements sont limités par :

- ➔ Le manque d'infrastructure adaptée (réseau électrique, transports...);
- ➔ L'étroitesse des marchés de consommation africains, limités à quelques grands pays;
- ➔ Le manque de main d'œuvre qualifiée;
- ➔ Un environnement réglementaire défavorable et la persistance de la corruption;
- ➔ L'instabilité politique et l'insécurité.

Certes, le DoS présentait encore en 2016 une vision optimiste de l'évolution de l'Afrique sub-saharienne, allant vers une accélération de la démocratisation, la poursuite de la croissance et les progrès du développement³⁹. Mais les analyses ne sont pas toutes aussi prometteuses. A partir de 2015, le ralentissement de la croissance, voire la récession dans certains pays (comme le Nigéria en 2016), témoigne de la persistance de problèmes structurels⁴⁰. Dans l'ensemble, la croissance du PIB est retombée à son plus bas niveau en 2016 (1,4%) après avoir atteint 5% en 2011⁴¹. La récession affecte plus particulièrement les pays exportateurs de matières premières, en particulier l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud⁴². A l'inverse, bénéficiant de la baisse des prix du pétrole, des pays comme la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya ou le Sénégal devraient conserver une croissance à 6%. Malgré la grande diversité des situations par pays, de nombreux observateurs doivent admettre que l'Afrique reste l'une des régions du monde les plus pauvres.

Cela explique qu'elle soit toujours le premier destinataire de l'aide au développement fournie par les

États-Unis : en 2015 elle a reçu 32% du total (qui s'élevait à 15,8 milliards \$), suivie du Moyen-Orient avec 31% de l'aide et de l'Asie centrale et méridionale (25%). En 2016, l'Afrique sub-saharienne reçoit 41,7% de l'aide économique⁴³.

Les principaux bénéficiaires de l'aide américaine pour 2017 (selon la requête de l'Administration Obama) sont :

- ➔ Le Kenya (626 millions \$), le Nigeria (606 millions \$), et la Tanzanie (575 millions \$), qui sont les trois premiers destinataires de l'aide sanitaire;
- ➔ Puis l'Éthiopie qui recevrait 514 millions \$, incluant de l'assistance au développement, à la gouvernance et à la sécurité⁴⁴.

En Afrique, comme pour le reste du monde, la plus grosse partie de l'aide américaine au développement va au secteur de la santé. Dans ce domaine, les différents programmes mis en place sous la présidence Bush ont été regroupés depuis 2009 dans le cadre de la *Global Health Initiative*, qui représente un total de 8,5 Mds\$ en 2015. Sur les 8,6 milliards requis pour 2017, 4,7 Mds devraient être consacrés à l'Afrique (Kenya, Nigéria, Tanzanie).

Le soutien au développement passe aussi par des efforts de renforcement de la sécurité alimentaire (programme « *Feed the Future* », initié en 2010), et d'extension des infrastructures, notamment dans le domaine énergétique (programme *Power Africa*, doté de 300 millions \$ pour 2017, pour contribuer à l'électrification du continent).

³⁹ *Congressional Budget Justification. Foreign Operations. FY2017*, US Department of State, Appendix 2, February 2016, p. 293.

⁴⁰ Nicolas Cook, Alexis Arief, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 2.

⁴¹ Eleanor Albert, "China in Africa", CFR, April 17, 2017.

⁴² International Monetary Fund, *Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa Multispeed Growth*, World Economic and Financial Surveys, October 2016, p. ix.

⁴³ Selon les chiffres du *Security Assistance Monitor* du Center for International Policy. <http://securityassistance.org/content/economic-aid-dashboard>

⁴⁴ Susan B. Epstein, Marian L. Lawson, *State, Foreign Operations and Related Programs: FY2017 Budget and Appropriations*, CRS Report for Congress, October 2016, p. 6. Voir carte en annexe 2.

Quelles que soient les aides apportées par la communauté internationale, la plupart des analystes américains estiment que les perspectives économiques du continent sont largement dépendantes de son évolution politique : si les pays africains ne parviennent pas à « *développer des démocraties stables et construire des institutions politiques légitimes* », il sera difficile pour les États-Unis d’y réaliser leurs objectifs économiques comme sécuritaires⁴⁵.

2.2 – **La promotion de la gouvernance démocratique**

En Afrique plus encore que dans le reste du monde, le discours officiel américain met l’accent sur la promotion de la « bonne gouvernance ». La consolidation des institutions démocratiques était par exemple le « *premier pilier* » de la stratégie annoncée en 2012 par l’Administration Obama. Cela implique du point de vue américain :

- ➔ Un processus électoral permettant l’alternance politique pacifique ;
- ➔ Des institutions solides ;
- ➔ Le développement d’une société civile forte et « ouverte », respectant les droits des minorités et capable de résister « *aux sirènes de l’extrémisme et de la violence* »⁴⁶.

Cette vision est très largement partagée par les responsables politiques et les spécialistes de l’Afrique. Il faut toutefois noter les réserves exprimées fin 2016 par Peter Pham, qui juge exagérées les attentes américaines (et occidentales) en matière de fonctionnement des institutions : il faudrait fixer des objectifs plus réalistes de promotion d’une « gouvernance suffisamment bonne » (*good enough governance*⁴⁷),

⁴⁵ Steven Feldstein, “Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa”, op. cit..

⁴⁶ D. Bruce Wharton, Statement on Democracy Support Strategies in Africa, Hearing Before the Subcommittee on Africa, Global Health, Global Human Rights, and International Organizations, House of Representatives, May 18, 2016, p. 11.

c’est-à-dire acceptable pour des gouvernements locaux autant que pour la communauté internationale. Cela revient à admettre les limites de la politique actuelle et des résultats obtenus en matière de démocratisation.

Après avoir exposé les progrès enregistrés depuis le début du siècle, les observateurs américains tempèrent généralement leur analyse en déplorant que « *les avancées démocratiques [...] aient cessé ces dernières années* »⁴⁸. Un rapport du CRS de 2017 fait la liste des obstacles rencontrés dans de nombreux pays⁴⁹ :

- ➔ Les processus électoraux sont souvent marqués par la fraude ou la violence ;
- ➔ Un certain nombre de dirigeants s’emploient à modifier les règles constitutionnelles pour se maintenir au pouvoir ;
- ➔ L’efficacité et la neutralité des institutions sont compromises par le manque de moyens, la corruption et une mauvaise gestion.

L’organisation *Freedom House* estime que seuls 12% de la population africaine vivent dans un pays où la liberté est respectée.

Alors que la situation s’est améliorée en Afrique de l’Ouest (transition pacifique au Nigéria, élections démocratiques au Burkina Faso), elle se détériore à l’Est, où les gouvernements éthiopien, ougandais et même tanzanien sont critiqués pour la répression de leurs opposants.

L’Administration Obama avait prévu d’augmenter le financement des programmes en faveur de la gou-

⁴⁷ Proposition de Stephen Krasner, citée in Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 20.

⁴⁸ Steven Feldstein, “Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa”, op. cit.

⁴⁹ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 11.

vernance, de plus de 168 millions \$ en 2017 par rapport à 2015 (pour atteindre 343 millions \$)⁵⁰. Différentes initiatives ont été mises en place, telles que l'*Open Government Partnership*, qui implique 10 pays africains ; la *Young African Leaders Initiative* ; ou la *Security Governance Initiative*, qui établit un lien entre gouvernance et sécurité (voir chapitre 2 §2-1). De manière générale, les efforts prioritaires de promotion de la démocratie ont concerné en 2016 :

- ➔ Le Mali, où les États-Unis souhaitent accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix de 2005 ;
- ➔ La République de Centrafrique, où la « transition pacifique » marquée par l'élection du Président Touadera est un signe positif mais les efforts de réconciliation doivent être poursuivis ;
- ➔ Le Burundi, où les États-Unis soutiennent la médiation régionale, avec des déplacements fréquents de l'Envoyé spécial pour les Grands lacs ;
- ➔ La République démocratique du Congo, où les efforts diplomatiques ont également été intenses pour convaincre le président Kabila de renoncer à briguer un troisième mandat.

La poursuite de l'engagement pour la stabilisation de la RDC devrait être selon certains experts une priorité pour le États-Unis⁵¹, mais d'autres observateurs doutent de la volonté de l'Administration Trump de poursuivre les efforts de démocratisation. Le Président a en effet rappelé lors de son discours d'investiture que sous son mandat, les États-Unis ne chercheraient pas « à imposer [...] le mode de vie américain à qui que ce soit ». La défense des droits humains ne devrait pas être la priorité d'un Président qui se montre généralement bienveillant avec les « dirigeants autoritaires » ou estime que la torture peut être justifiée⁵².

⁵⁰ D. Bruce Wharton, *Statement on Democracy Support Strategies in Africa*, op. cit., p. 6.

⁵¹ Steven Feldstein, "Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa", op. cit.

⁵² Johnnie Carson, "Trump's Africa policy: Unclear and uncertain", op. cit.

Dans une perspective réaliste, on peut considérer que l'aptitude des États-Unis à agir sur les processus politiques internes est de toute façon limitée. Le président de la Sous-commission des affaires africaines de la Chambre déplore ainsi en mai 2016 que, malgré les appels répétés de l'Administration aux présidents du Burundi et du Rwanda, aucun n'ait renoncé à briguer un troisième mandat en modifiant la Constitution de leur pays⁵³.

Pourtant, une majorité d'experts et de responsables américains continuent de juger l'engagement des États-Unis indispensable à l'évolution libérale du continent. Le sénateur Coons le rappelle début 2017 dans une lettre ouverte au nouveau Président Trump : une « action décisive » de Washington peut conduire à l'avènement d'un « siècle de l'Afrique », qui bénéficiera à la sécurité et la prospérité des États-Unis⁵⁴. Sinon, le continent pourrait « sombrer dans la violence et les conflits ».

⁵³ Christopher H. Smith, *Opening statement on Democracy Support Strategies in Africa*, Hearing Before the Subcommittee on Africa, op. cit., p. 2.

⁵⁴ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

3 – Des enjeux de sécurité déterminants dans la politique régionale

La sécurité et la stabilité sont effectivement les conditions indispensables à la réalisation du « potentiel » africain et plus largement, à l'amélioration des relations internationales. Or, le continent reste marqué par une conflictualité endémique ; la persistance d'activités criminelles, déstabilisantes pour les États africains et occidentaux ; et l'implantation des groupes terroristes affiliés à Al Qaida ou Daech. D'une manière générale, l'Afrique subsaharienne souffre du manque de capacité des États à contrôler leur territoire et à répondre de manière adéquate aux menaces. Cette fragilité en fait une zone propice au développement de problèmes affectant directement les intérêts et la sécurité des États-Unis comme de leurs partenaires, à commencer par les Européens.

En 2014, le commandant de l'*Africa Command* (AFRICOM) expliquait que ces derniers perçoivent l'Afrique comme « *la source de leurs plus grandes menaces extérieures, qu'il s'agisse du terrorisme, de l'immigration illégale* » ou des trafics de toute nature⁵⁵. En s'employant à répondre à ces problèmes, les États-Unis contribuent à la sécurité commune et peuvent aussi espérer obtenir en retour, la coopération des Européens dans d'autres régions.

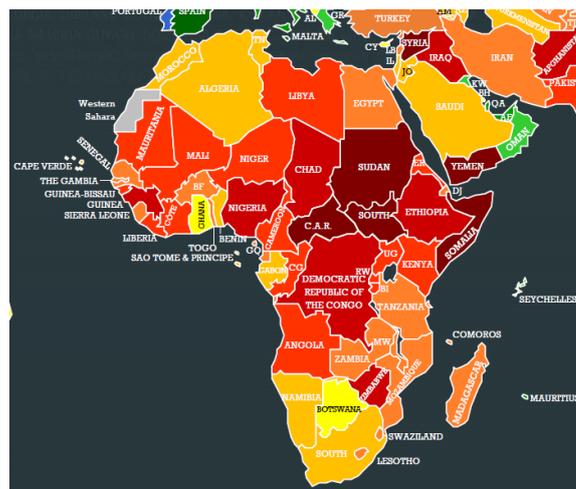
L'Afrique n'est pas une zone prioritaire, mais les défis de sécurité qu'elle présente doivent être pris en compte dans une perspective globale. La nature des enjeux à venir est bien résumée par le Commandant des Forces spéciales pour l'Afrique (SOCAFRICA) en septembre 2016 :

“The ‘triple threat’ facing Africa— population growth, resource scarcity and continued instability—is producing vulnerable populations primed

⁵⁵ Statement of General David M. Rodriguez, Commander US Africa Command, before the Senate Armed Services Committee, Posture hearing, March 6, 2014, p. 5.

for extremist recruiting while creating opportunities for exploitation from China, Russia, Iran and North Korea”⁵⁶.

La notion d'État fragile, forgée aux États-Unis dans les années 1990, s'applique particulièrement à l'Afrique subsaharienne, qui place « en tête » du classement des pays les plus fragiles en 2017 : le Sud-Soudan, puis la Somalie, la RCA et le Soudan.



Source : *Fragile State Index, 2017*, Fund for Peace.

3.1 – Un continent fragile et propice à la violence

3.1.1 – Des conflits persistants

L'Afrique subsaharienne est d'abord perçue comme un continent « en guerre », suscitant à la fois des préoccupations d'ordre moral et des inquiétudes pour les intérêts américains.

L'attention portée aux conflits a souvent une forte dimension humanitaire, répondant aux images de massacres inter-ethniques, de réfugiés fuyant leur

⁵⁶ Brigadier General Donald C. Bolduc, “Operating and Building Capacity in the Gray Zone”, *African Defense*, September 1, 2016.

pays ou d'enfants soldats arrachés à leurs familles. Cet aspect de la politique africaine a été particulièrement marqué sous la présidence Obama, qui avait par exemple fait de la prévention des « atrocités de masse » un principe de la politique extérieure américaine (Directive présidentielle 10 d'août 2011). Il était particulièrement rappelé dans la stratégie régionale pour l'Afrique en 2012⁵⁷ et c'est dans cette logique que les violences commises en République de Centrafrique ont été qualifiées par la Maison Blanche en mai 2014 de « menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis ». Les enjeux humanitaires ont également pesé dans l'engagement diplomatique américain pour la résolution des conflits dans l'Est de la R.D.C., ou dans l'importance accordée à la lutte contre le groupe rebelle ougandais, LRA, accusé d'avoir tué plus de 100 000 personnes et kidnappé 60 000 enfants en trente ans.

Aujourd'hui, alors que la menace représentée par la L.R.A. n'apparaît plus que résiduelle⁵⁸, c'est le Sud-Soudan qui continue à « s'enfoncer dans la guerre civile »⁵⁹. En 2016, le pays a été placé par les Nations Unies au « niveau 3 » (le plus élevé) des urgences humanitaires internationales, aux côtés de la Syrie, de l'Irak et du Yémen. Dans ce cas, l'émotion suscitée aux États-Unis par les violences commises contre les populations est accrue par l'amertume de nombreux experts et responsables politiques, face à l'évolution d'un pays qu'ils ont amené à l'indépendance et dans lequel ils ont massivement investi⁶⁰.

⁵⁷ Le document rappelle que « *Consistent with the objectives of Presidential Study Directive-10, we will address atrocity risks at the earliest stage possible to help prevent violence before it emerges, and bolster domestic and international efforts to bring perpetrators to justice* ». U.S. Strategy Toward Sub-Saharan Africa, White House, June 2012, p. 5.

⁵⁸ Statement of General David M. Rodriguez, Commander US Africa Command, before the Senate Armed Services Committee, Posture hearing, March 8, 2016, p. 7.

⁵⁹ Steven Feldstein, "Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa", op. cit.

Cependant, les conflits qui préoccupent le plus les États-Unis du point de vue de la sécurité internationale sont ceux qui se rattachent à la perception d'une menace terroriste djihadiste. Cela concerne d'abord la Somalie, où les États-Unis soutiennent depuis 2007 la Force régionale de paix (*African Union Mission in Somalia*, AMISOM), confrontée à l'opposition armée du groupe Al-Shebab. Ayant renoué des relations diplomatiques avec le gouvernement somalien en 2013, Washington s'emploie désormais à consolider ses capacités, dans la perspective d'un retrait probable de l'AMISOM en 2018. Mais la situation y reste suffisamment préoccupante pour que les États-Unis renforcent leur engagement militaire, de manière notable depuis l'arrivée de l'Administration Trump (voir chapitre 2 §1).

Depuis 2015, l'extension des activités insurrectionnelles du groupe Boko Haram dans les pays voisins du Nigéria a conduit les États-Unis à s'intéresser davantage à la situation dans le bassin du lac Tchad. Le changement démocratique de gouvernement à Lagos a favorisé l'amélioration des relations bilatérales et la convergence de vue sur les méthodes de lutte contre l'organisation terroriste. Washington a par ailleurs offert un soutien au Cameroun, au Niger au Tchad, dans le cadre de la Force multinationale constituée pour combattre Boko Haram (MNJTF), allant jusqu'à l'engagement de moyens militaires depuis octobre 2015 (voir chapitre 2§1). Ces efforts devraient se poursuivre pour tenter de mettre un terme à un conflit qui a provoqué le déplacement interne de 2,6 millions de personnes dans la région, la fuite de 170 000 Nigériens de leur pays et plus de 18 000 morts depuis 2009⁶¹.

⁶⁰ Le Sud-Soudan a bénéficié d'au moins 1 Md\$ d'aide annuelle depuis l'accord de paix de 2005, surpassant tous les autres pays du continent. Lauren Ploch Blanchard, Statement Before the Senate Foreign Relations Committee Subcommittee on Africa and Global Health, Hearing: U.S. Security Assistance in Africa, June 4, 2015, p. 1.

⁶¹ Assistant Secretary for Bureau of African Affairs, Linda Thomas-Greenfield, Statement on Addressing Instability in Sub-Saharan Africa, Senate Foreign Relations Committee, May 10, 2016.

Malgré l'insistance du discours sur les préoccupations humanitaires, les enjeux liés au terrorisme restent dominants dans la définition des priorités américaines. Ils ont largement guidé les relations des États-Unis avec les pays africains dès la fin de la présidence Clinton, donnant la priorité aux régimes engagés dans la lutte contre le terrorisme, même lorsque le respect des droits de l'Homme et des libertés démocratiques y était discutable (c'est singulièrement le cas en Afrique orientale).

3.1.2 – Un théâtre de lutte contre le terrorisme

Le terrorisme est en effet apparu comme une menace pour les intérêts américains en Afrique dès la fin des années 1990, à la suite des attentats de Dar-es-Salam et Nairobi et le risque d'implantation du réseau Al-Qaida a suscité une attention croissante après 2001. Dans la stratégie nationale de sécurité publiée par l'administration Bush en 2002, l'Afrique devient ainsi l'un des fronts de la « guerre globale contre la terreur ».

L'Afrique est considérée comme un terrain particulièrement propice à l'implantation d'organisations « extrémistes violentes » (*Violent extremist organizations, VEO*), du fait de la situation économique et politique de nombreux pays. Tout en reconnaissant la complexité des motivations qui conduisent à la « radicalisation » des populations, le DoS constate que les extrémistes « focalisent leurs efforts de recrutement là où il y a peu d'éducation et de perspectives économiques », où règnent « l'aliénation politique et sociale, la corruption des élites, l'absence de responsabilité des forces de sécurité » pour les violences qu'elles commettent⁶². Or, ces situations se trouvent dans

de nombreux pays africains. Si l'on y ajoute des frontières « poreuses » et l'existence d'espaces incontrôlés par les gouvernements⁶³, les conditions du développement de la menace sont réunies.

Alors que le Département d'État n'identifiait que 4 organisations terroristes (*Foreign Terrorist Organizations*) en Afrique sub-saharienne en 2012, 9 nouveaux groupes ont ainsi été ajoutés depuis 2013⁶⁴ (voir liste en annexe).

Dans sa présentation de la situation sur le théâtre africain, le général Waldhauser explique en mars que les VEO constituent « actuellement la plus grande menace pour les intérêts américains émanant d'Afrique »⁶⁵.

Dans la hiérarchie des préoccupations :

- ➔ Les *Shebab* de Somalie, (considérés comme une organisation terroriste depuis 2008 et affiliés à *Al-Qaida* depuis 2012), sont généralement placés en tête de liste, présentés comme une menace « pour les personnes et les intérêts occidentaux », en même temps qu'un danger immédiat pour les forces de l'AMISOM⁶⁶.
- ➔ *Al Qaida* au Maghreb islamique (AQMI) est traditionnellement la seconde organisation susceptible de menacer les intérêts occidentaux. Le danger se cristallise toutefois au Mali, où il est alimenté par les conséquences de la guerre en Libye et « l'incapacité du gouvernement malien à trouver une solution politique » à ses problèmes⁶⁷.
- ➔ *Boko Haram* (désigné comme organisation terroriste en 2013) est devenue une menace potentielle pour l'Occident depuis qu'elle a prêté allégeance à Daech en 2015, sous le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest (*ISIS-West Africa*). Le groupe continue en outre de « faire régner

⁶² Assistant Secretary Linda Thomas-Greenfield, Acting Coordinator for Counterterrorism Justin Siberell, "Instability in Sub-Saharan Africa", op. cit., 2.

⁶³ Voir par exemple : Statement of General David M. Rodriguez, [2014], op. cit., p. 3.

⁶⁴ Lauren Ploch Blanchard, Alexis Arieff, *Terrorism and Violent Extremism in Africa*, CRS Report for Congress, July 2016, p. 3.

⁶⁵ General Thomas D. Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, US Senate, Armed Services Committee, March 9, 2017, p. 3.

⁶⁶ Statement of General David M. Rodriguez, Commander US Africa Command, before the Senate Armed Services Committee, Posture hearing, March 8, 2016, p. 5.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 7.

la terreur dans le Nord-est du Nigéria » et les pays limitrophes, et serait devenu « plus discipliné » dans ses efforts pour s'implanter durablement⁶⁸. Cela en fait une préoccupation prioritaire pour le Commandement militaire américain.

A l'inverse, la L.R.A., habituellement classée avec les organisations terroristes, cesse d'être un danger significatif, avec des effectifs réduits à « moins de 150 personnes ».

Le centre de gravité de l'attention américaine tend donc à se déplacer de l'Est vers l'Ouest du continent⁶⁹, où se concentrent également d'autres problèmes de sécurité liés à la faiblesse des États. La persistance de trafics illicites de toute sorte est à la fois un facteur d'entretien des activités terroristes et plus globalement un danger pour les États africains et leurs partenaires étrangers. De la pêche illégale aux kidnappings, en passant par le trafic de drogue, l'Afrique de l'Ouest apparaît comme la zone la plus touchée par les activités criminelles⁷⁰.

La piraterie est en progression dans le Golfe de Guinée alors que la région « riche en ressources [...] reste un intérêt stratégique pour les États-Unis, du fait de son rôle dans le marché pétrolier mondial, sa position par rapport aux grandes routes maritimes » et la présence de plus de 74 000 citoyens américains dans la zone⁷¹.

A l'inverse, alors qu'elle constituait un problème majeur au début de la décennie, Peter Pham note que la piraterie au large des côtes somaliennes est en nette diminution, avec deux attaques recensées en 2015, contre 237 en 2012⁷². Lors de sa visite à

Djibouti en avril 2017, le Secrétaire à la défense James Mattis s'est inquiété de la reprise des attaques (une demi-douzaine depuis le début de l'année), que le Commandement militaire américain estime cependant « conjoncturelle », provoquée par la sécheresse et la famine⁷³. Il n'y voit pas de résurgence d'une menace justifiant une attention particulière.

3.2 – Une zone de concurrence entre grandes puissances

Alors que leur attention s'est concentrée depuis les années 1990 sur les conflits régionaux et l'implantation de groupes terroristes, les États-Unis retrouvent aujourd'hui en Afrique une préoccupation qui avait disparu avec la Guerre froide : celle de la place du continent dans les équilibres internationaux. Il n'occupait qu'une position périphérique dans la confrontation avec l'Union soviétique, mais avait justifié des interventions limitées, notamment en soutien des « *freedom fighters* » pour marquer le retour de l'Amérique dans les années 1980⁷⁴. La défense des intérêts occidentaux restait cependant assumée en priorité par les anciennes puissances coloniales européennes.

Alors que la présence et l'aide de sécurité américaines ne se sont développées qu'au milieu des années 2000, l'entretien des liens établis est aujourd'hui devenu un intérêt à préserver, face à l'irruption de nouvelles puissances extérieures. Peter Pham constate que l'Afrique intéresse « à la fois des puissances mondiales, incluant la Chine, l'Inde et la Russie, et des acteurs régionaux majeurs, comme la Turquie, les États arabes du Golfe et récemment Israël ». Tous

⁶⁸ General Thomas D. Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 14. L'analyse de la menace est toutefois assez confuse, notamment dans la distinction opérée entre Boko Haram et ISIS-WA.

⁶⁹ Sans oublier l'importance du Nord (la Libye en particulier), si l'on considère l'ensemble du continent.

⁷⁰ Statement of General David M. Rodriguez, [2016], op. cit., p. 10.

⁷¹ General Thomas D. Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 17.

⁷² Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 5.

⁷³ "US will not fight piracy in Somalia, Defense Secretary Mattis says", *Daily Sabah*, April 24, 2017.

⁷⁴ On y trouve d'ailleurs une origine du soutien américain au régime sud-soudanais, issu du mouvement de rébellion armé par Washington depuis 1983.

sont « attirés par ses ressources naturelles, son potentiel économique et son poids géopolitique croissant »⁷⁵. Il s'agit même selon un autre expert d'une « course », où « la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Allemagne et la Turquie sont tous engagés pour gagner »⁷⁶.

Malgré la diversité des concurrents, l'attention principale de Washington se porte sur la superpuissance rivale, la Chine. Dans son plaidoyer pour une politique africaine active, le sénateur Coons explique en janvier que sur le continent les États-Unis sont « en compétition directe avec la Chine »⁷⁷.

Cela concerne d'abord le domaine économique, puisque la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain depuis 2009, avec près de 14% des échanges en 2015. L'intérêt de la Chine pour l'Afrique est d'abord motivé par ses besoins énergétiques. Elle importe 22% de son pétrole brut du continent, en deuxième position derrière le Moyen-Orient. Ses principaux fournisseurs sont l'Angola, la République du Congo et le Sud-Soudan. Au-delà du secteur de l'énergie, la Chine a diversifié ses centres d'intérêts, s'engageant dans la construction d'infrastructures, la production des biens et surtout l'agriculture. Elle a par ailleurs constitué des zones de coopération économique spéciales dans plusieurs États, tels que l'Éthiopie, le Nigeria et la Zambie.

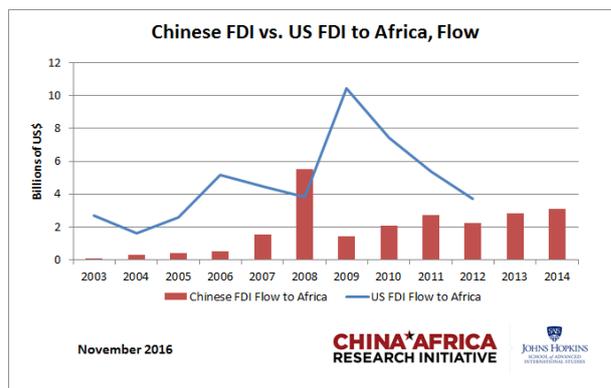
La Chine est devenue un investisseur majeur, n'hésitant pas à prendre les risques qui freinent les opérateurs américains.

⁷⁵ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 13.

⁷⁶ John Spacapan "An 'America first' plan in Africa", op. cit.

⁷⁷ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

Évolution des flux de capitaux chinois et américains



Source : *Chinese Investment In Africa*, China Africa Research Initiative.

Elle apporte en outre une aide publique et privée en nette augmentation. L'assistance au développement est passée de 500 millions en 2000 à 3,2 Mds\$ en 2013, alors que l'ensemble des prêts consentis à l'Afrique, entre 2000 et 2014, dépasse les 86 milliards selon la *China Africa Research Initiative*. L'Angola, la République Démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya et le Soudan en ont été les principaux bénéficiaires⁷⁸.

La présence économique chinoise peut devenir une menace pour l'influence et la position internationale des États-Unis, en transformant les relations commerciales en soutien politique. En 2016, le Commandant d'AFRICOM craignait ainsi que la Chine (comme la Russie) ne « s'efforce de gagner du "soft power" en Afrique pour renforcer » sa position dans les organisations internationales⁷⁹. Pour Peter Pham, il est certain que « le bloc » africain est un élément de la « stratégie à long terme de Beijing visant à promouvoir sa version de la 'démocratie dans les relations internationales', à savoir un ordre mondial plus multipolaire »⁸⁰.

L'influence chinoise est aussi présentée comme néfaste pour l'évolution démocratique du continent,

⁷⁸ Eleanor Albert, "China in Africa", op. cit.

⁷⁹ Statement of General David M. Rodriguez, [2016], op. cit., p. 12.

⁸⁰ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 13.

car, « au lieu de donner la priorité aux normes démocratiques ou à la bonne gouvernance », Pékin « adopte une approche mercantiliste, s'impliquant dans les affaires africaines » sans fixer de conditions politiques à ses partenaires⁸¹. Le principe de « non-interférence » dans les affaires intérieures signifie, selon un expert de l'AEI, que « pour les Chinois, il n'y a pas de différence entre la coopération avec des dictateurs génocidaires au Soudan et au Zimbabwe, ou des dirigeants démocrates au Botswana et au Ghana ». A l'inverse, « les partenariats avec les États-Unis peuvent être un moyen d'encourager une meilleure gouvernance »⁸².

Finalement, la Chine met en place une coopération dans le domaine de la sécurité et accroît sa présence militaire. Dans ce domaine, la Chine s'implique essentiellement dans les opérations internationales, qu'il s'agisse des missions de paix de l'ONU, auxquelles elle contribue depuis 2013⁸³, ou des opérations navales de lutte contre la piraterie, dans le Golfe d'Aden. Mais le terrorisme ayant également frappé des nationaux chinois en Afrique (notamment au Mali et en Somalie), cette question a commencé à préoccuper les autorités. A partir de fin 2015, une politique d'échange et de coopération s'est mise en place pour renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme des partenaires africains et la Chine a notamment apporté son soutien au Nigéria contre Boko Haram⁸⁴. Le Premier ministre Xi Jinping a en outre promis 100 millions d'aide militaire à l'Union Africaine en 2015⁸⁵.

⁸¹ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

⁸² John Spacapan "An 'America first' plan in Africa", op. cit.

⁸³ En mars 2017, plus de 2 500 personnels militaires et de police chinois ont été déployés dans 6 missions de l'ONU, principalement au Darfour, en R.D.C., au Mali et au Sud Soudan. Des contingents plus limités sont en Côte d'Ivoire et dans le Sahara occidental.

⁸⁴ En partageant des images satellites et en fournissant des drones. David Shinn, "Africa: China's Laboratory for Third World Security Cooperation", *China Brief*, Jamestown Foundation, Vol. 16, Issue 11, July 6, 2016.

⁸⁵ Eleanor Albert, "China in Africa", op. cit.

⁸⁶ En juillet 2016, la dernière réunion portait sur la lutte contre la piraterie et la promotion de la paix au Sahel. Yun

Les activités militaires chinoises se sont initialement mises en place en consultation avec les États-Unis et ont même donné lieu à des exercices navals communs. Certains acteurs de la société civile ont cherché à approfondir les contacts, à l'instar du Carter Center, qui organise régulièrement des forums Afrique-Chine-États-Unis, pour promouvoir la coopération⁸⁶. En avril 2016, le Commandant d'AFRICOM notait lui aussi que les forces chinoises « ont aidé la communauté internationale à réduire la piraterie au large de la Somalie et l'ont fait en coordination avec les États-Unis » et les autres partenaires⁸⁷. Il minimisait la portée de l'implantation d'une base chinoise à Djibouti et estimait que la présence de militaires chinois n'avait « pas de réel impact » sur les activités des États-Unis.

Le discours américain a changé depuis et dans la présentation de la posture d'AFRICOM de 2017, le problème posé par les influences extérieures est davantage mis en exergue.

Le premier sujet d'inquiétude concerne la construction de la base navale de Djibouti, que les Chinois ont longtemps caractérisée comme une simple « plate-forme logistique »⁸⁸. Son implantation reflète la constance de la présence navale chinoise dans la zone depuis 2009 et va donner à Beijing une nouvelle « capacité expéditionnaire de longue portée »⁸⁹. Cela permettra non seulement à la Chine de

Sun, « US-China cooperation on African security », *Africa in Focus*, Brookings, November 1, 2016.

⁸⁷ Cité in "AFRICOM Commander Briefs on Recent Activities of AFRICOM and its Partners", *African Defense*, April 8, 2016.

⁸⁸ Les installations devraient pouvoir accueillir plusieurs milliers de militaires et comporter des entrepôts de stockage d'armes, des installations de maintenance pour des navires et des hélicoptères, ainsi que 6 mouillages, dont un pour bâtiments militaires. Andrew Jacobson Jane Perlez, "U.S. Wary of Its New Neighbor in Djibouti: A Chinese Naval Base", *The New York Times*, February 25, 2017.

⁸⁹ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 14.

mieux surveiller un détroit essentiel à ses approvisionnements énergétiques, mais aussi de défendre ses intérêts sur le littoral est-africain.

Le général Waldhauser remarque en outre que les militaires américains ne se sont jamais trouvés avec les installations « *disons d'un concurrent équivalent [peer competitor], aussi près* »⁹⁰ de leur propre base. Or, le site de Camp Lemonnier est non seulement la plus importante base américaine en Afrique, mais également le cœur des opérations spéciales de contre-terrorisme dans la région (voir chapitre 2-1). Le risque est donc que les Chinois en profitent pour recueillir des informations sur les méthodes et les activités américaines, qu'ils pourraient utiliser à leur profit.

Plus globalement, AFRICOM considère désormais que les concurrents internationaux cherchent à nouer avec l'Afrique des relations « *d'une façon contraire aux normes internationales de transparence et de bonne gouvernance* ». Cela finira par réduire la stabilité et la croissance de ces pays, mais cela « *affaiblira aussi l'influence américaine* »⁹¹.

Il s'agit d'un problème majeur dans la mesure où toute la stratégie de sécurité des États-Unis en Afrique repose sur la coopération avec des partenaires disposés à contribuer aux objectifs communs.

⁹⁰ Colin Clark, "China Base Sparks 'Very Significant Security Concerns'", *Breaking Defense*, March 27, 2017.

⁹¹ General Thomas D. Waldhauser, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 3.

La stratégie de sécurité en Afrique sub-saharienne



Gen. Thomas Waldhauser et Amanda Dory, East Africa Security Synchronization Conference, Camp Lemonnier, 24.01.2017.

La réalisation des objectifs de sécurité en Afrique s'insère théoriquement dans une approche « globale », interministérielle, dans la mesure où les dimensions militaire, économique et politique des problèmes sont étroitement imbriquées. L'absence de menace directe limite par ailleurs la nécessité d'un engagement militaire important sur un continent qui a toujours été un théâtre secondaire depuis les années 1950.

La stratégie américaine s'inscrit donc, comme le reste de la politique africaine, dans une logique d'aide qui se traduit à la fois par le financement de nombreux programmes destinés à renforcer les instruments de sécurité locaux ; et par le développement de la coopération sur le terrain, entre les armées américaines et leurs homologues du continent.

Alors que la décennie 1990 a été marquée par le soutien aux opérations de paix et le développement des capacités africaines dans ce domaine, le terrorisme est devenu la cible principale de l'engagement

L'Afrique au sein du Département de la défense

La politique régionale est supervisée par un *Deputy Assistant Secretary of Defense for African Affairs* au sein du Bureau Affaires internationales de l'OSD. Le poste est actuellement occupé par Amanda Dory, nommée en 2012.

A la différence du DoS, le bureau des affaires africaines englobe l'ensemble du continent, y compris le Nord.

Le **Commandement Afrique** (AFRICOM) est commandé depuis juillet 2016 par le général (USMC) Thomas Waldhauser.

Ses principales composantes sont :

- ➔ US Army Africa (Vincenza) : Gen. Joseph Harrington (juin 2016)
- ➔ US Air Force Africa (Ramstein) : Gen. Tod D. Wolfers (juillet 2016)
- ➔ US Naval Forces Africa (Naples) : Adm. Michelle J. Howard (juin 2016)
- ➔ USMC Africa : Major General Niel E. Nelson (août 2015)
- ➔ US Special Operations Command Africa (Stuttgart) : Gen. (US Army) Donald C. Bolduc (avril 2015)
- ➔ Combined Joint Task Force-Horn of Africa : Brig. Gen. (USMC) David J. Furness (avril 2017)

Les activités de coopération de sécurité du théâtre sont organisées par les *Offices of Security Cooperation* (rattachés à la *Defense Security Cooperation Agency*) des ambassades : ils sont passés de 9 en 2007 à 34 en 2015.

américain, comme en témoigne les 5 « lignes d'effort » du *Theater Campaign Plan* pour les années 2016-2020 :

“1) *Neutralize al-Shabaab and transition the security responsibilities of the African Union*

Mission in Somalia (AMISOM) to the Federal Government of Somalia (FGS);

2) *Degrade violent extremist organizations in the Sahel Maghreb and contain instability in Libya;*

3) *Contain and degrade Boko Haram;*

4) *Interdict illicit activity in the Gulf of Guinea and Central Africa with willing and capable African partners;*

5) *Build peacekeeping, humanitarian assistance, and disaster response capacity of African partners*⁹².

Si les trois premiers axes impliquent un engagement militaire significatif, l'ensemble des objectifs doit d'abord être poursuivi par une stratégie indirecte.

I – L'Afrique, « laboratoire » de la stratégie indirecte

Le choix du soutien aux États africains et aux partenaires internationaux (la France et le Royaume-Uni étant les plus fréquemment cités) relève à la fois de l'économie d'effort et de la volonté d'éviter toute accusation de « néo-colonialisme ». Elle fait ainsi écho à la revendication de l'Union Africaine de privilégier « *les solutions africaines aux problèmes africains* », en laissant l'initiative aux pays du continent tout en leur fournissant les moyens qui leur manquent.

Cette démarche, particulièrement adaptée aux enjeux africains, s'est trouvée au cœur de la « doctrine Obama », mêlant une volonté de « sous-traiter » la gestion des dossiers internationaux non essentiels (la fameuse formule du « *leading from behind* ») et

⁹² General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 7.

⁹³ Sur cette politique, voir Maya Kandel (dir.), *La stratégie américaine en Afrique*, Etude de l'IRSEM n°36, décembre 2014.

une réticence à recourir à l'instrument militaire pour traiter tous les problèmes. L'Afrique a ainsi pu être présentée comme « *le laboratoire de la nouvelle approche dite d'empreinte légère (light footprint)* » privilégiée par l'Administration Obama pour combattre le terrorisme sans s'engager dans des campagnes militaires contre-insurrectionnelles⁹³. Cette stratégie combine en fait deux volets :

- ➔ L'un indirect, consistant à former et soutenir des partenaires locaux ou internationaux pour qu'ils assurent les activités de lutte contre les menaces terroristes qui les concernent ;
- ➔ L'autre, d'intervention directe, menée de façon ponctuelle, avec des moyens « discrets » (opérations spéciales et frappes aériennes), pour éliminer des menaces précisément ciblées.

Les deux aspects ont été appliqués à l'Afrique, mais les opérations de contre-terrorisme directes y restent jusqu'à présent secondaires, visant principalement des membres d'organisations extrémistes au Sahel, en Libye depuis 2011 et surtout en Somalie. Les premières mesures prises début 2017 par la présidence Trump vont dans le sens d'une intensification de l'engagement dans les opérations de contre-terrorisme. Mais pour le sénateur républicain Chris Coons, la nouvelle Administration aurait intérêt à poursuivre la stratégie mise en œuvre depuis les années 2000, associant les déploiements limités, le soutien aux partenaires et l'élimination des leaders de groupes terroristes⁹⁴.

I.1 – Un dispositif militaire « léger »

C'est l'intégration de l'Afrique dans la guerre contre la terreur qui justifie le détachement des responsabilités africaines du Commandement européen⁹⁵,

⁹⁴ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

⁹⁵ EUCOM avait la responsabilité sur la plus grande partie du continent, mais la Corne de l'Afrique relevait de CENTCOM.

pour instituer en 2007 un commandement dédié au continent.

La mission d'AFRICOM, exposée en 2015 par son commandant, consiste à « *désorganiser les menaces transnationales, protéger les personnels et installations américains⁹⁶, prévenir et remédier aux conflits et développer les capacités de défense pour promouvoir la stabilité régionale et la prospérité* »⁹⁷.

Opérationnel en octobre 2008, AFRICOM se distingue de la plupart des autres commandements de théâtre par une structure et une posture reflétant clairement la stratégie indirecte et expéditionnaire privilégiée.

Avec une forte dimension interministérielle (semblable à celle du *Southern Command*, en Amérique latine), AFRICOM doit incarner « *une approche intégrée, dans laquelle l'assistance militaire s'accompagne d'un soutien aux institutions démocratiques, à la société civile, au développement et à la croissance économique* »⁹⁸. En témoigne la création d'un poste d'adjoint civil du Commandant (*Deputy to the Commander for Civil-Military Activities*), chargé des activités dans le domaine de la santé, l'assistance humanitaire, la réforme du secteur de la sécurité et les opérations de paix. Il est à la tête du bureau J-9 de l'état-major, consacré aux relations extérieures (*outreach*)⁹⁹. Les plans initiaux prévoyaient aussi l'intégration des personnels civils dans les différents bureaux (J-3 opérations, J-4 logistique, J-5 stratégie et J-9), afin d'avoir une perspective interministérielle sur toutes les questions importantes. Une dizaine d'agences gouvernementales devaient être représentées, pour occuper 25% des postes. Malheureusement, leur

nombre n'a jamais été suffisant et ils ne sont depuis 2011 que 2% des effectifs.

Ces difficultés organisationnelles limitent la nature réellement interagence des activités d'AFRICOM. Les observateurs constatent même une déficience de coordination entre les programmes du Département d'État et ceux de la défense, alors que la lutte contre l'extrémisme violent est censée requérir une « *approche globale* ». En 2017, le Général Waldhauser souligne toutefois que des progrès ont été effectués, avec la mise sur pied d'un *Africa Strategic Dialogue* et d'une conférence sur l'Intégration stratégique en Afrique, destinés à coordonner les efforts du DoS, de l'USAID et d'AFRICOM dans le renforcement des institutions de défense régionale¹⁰⁰.

AFRICOM entend également assurer une coordination multinationale, au travers de la participation de représentants de 14 pays partenaires à la *Multi-National Coordination Cell (MNCC)*.

Autre signe distinctif d'AFRICOM, sa posture militaire se caractérise par « *une empreinte légère, adaptée, souple* », soutenant les forces de sécurité des partenaires et appuyée sur des moyens « *expéditionnaires* »¹⁰¹.

1.1.1 – Des moyens limités, majoritairement situés hors du continent

Les États-Unis n'ayant pas à maintenir en Afrique de présence dissuasive, ni à mener des campagnes directes, les moyens du Commandement sont relativement limités.

En termes d'effectifs, AFRICOM compte 2 000 personnels environ, stationnés au quartier général situé

⁹⁶ Le *Posture statement* de 2015 précise qu'il y a 15 postes diplomatiques à "haut risque" dans la zone de responsabilité d'AFRICOM.

⁹⁷ *United States Africa Command 2015 Posture Statement*, p. 2.

⁹⁸ Mayan Kandel, « Les États-Unis, l'Afrique et la guerre au Mali », *Orion*, Observatoire de la défense, Note N°22, Fondation Jean Jaurès, 7 février 2013.

⁹⁹ William Denn, J.J. Williams, Devanie Johnson, "Out of Sync. U.S. Africa Command and Recent Interagency Challenges", *InterAgency Journal*, Vol. 7, Issue 2, Summer 2016.

¹⁰⁰ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 22.

¹⁰¹ Statement of General David M. Rodriguez, [2014], op. cit., p. 7.

en Allemagne, sur la base de Kelley Barracks à Stuttgart-Moehringen. 5 000 militaires sont basés en Afrique, à Djibouti. Une partie d'entre eux sont engagés à tout moment dans des opérations sur le continent, sans que leur nombre ne soit précisément indiqué. Les observateurs estiment qu'il y aurait « entre 1 500 et 1 700 personnels des forces spéciales et de soutien déployés chaque jour quelque part sur le continent »¹⁰². Leur présence aurait d'ailleurs considérablement augmenté depuis le milieu des années 2000 : de 1% des SOF déployées dans le monde en 2006, ils seraient passés à 10% en 2014. Par ailleurs, l'Army déclare que 2 000 de ses personnels « travaillent et s'entraînent » dans toute l'Afrique ; une partie d'entre eux relève des Forces spéciales, si bien que leur nombre ne s'ajoute pas au déploiement de SOF. Mais certaines unités se déploient également depuis les États-Unis, si bien que le total des forces engagées en Afrique reste difficile à calculer.

Les forces présentes sur le théâtre effectuent pour l'essentiel des missions de coopération de sécurité ou d'appui aux opérations de partenaires. Une partie de ces activités relèvent d'un commandement interarmées, la **Combined Joint Task Force-Horn of Africa (CJTF-HOA)**. Focalisée sur les missions de lutte contre le terrorisme, elle mène aussi bien des activités de coopération que d'intervention. Sa zone d'opération couvre le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, la Tanzanie ; mais sa « zone d'intérêt » s'étend jusqu'au Tchad à l'Ouest, à Madagascar au Sud et même jusqu'au Yémen (qui dépend pourtant de CENTCOM)¹⁰³. Basée à Djibouti, elle rassemble 2 000 personnels.

En cas de crise, les interventions ponctuelles relèvent d'unités situées pour la plupart hors d'Afrique :

- ➔ La *Special Purpose Marine Air Ground Task Force-Crisis Response*, mise sur pieds après l'attaque de 2012 contre le consulat américain de Benghazi, est ordinairement basée à Moron Air Base en Espagne et sur la *Naval Air Station* de Sigonella en Italie ;
- ➔ Une *Crisis Response Force* des Forces spéciales se trouve à Baumholder (Allemagne) ;
- ➔ Seule la *East Africa Response Force* est basée à Djibouti.

Une autre particularité du dispositif d'AFRICOM est le « partage » de ses composantes de forces avec le Commandement européen. Cela contribue au manque de moyens que le Commandement souligne régulièrement devant le Congrès. En 2017 encore, le général Waldhauser regrette que seuls « 20-30% des besoins ISR [...] soient couverts ». Dans un autre domaine, AFRICOM doit faire appel à des entreprises privées pour fournir les capacités de récupération de personnels (*Search and Rescue*) en raison de l'insuffisance de moyens propres¹⁰⁴. Le Commandant souligne aussi qu'il serait nécessaire de maintenir des bâtiments amphibies et une base maritime avancée (*Afloat Forward Staging Base*) pour soutenir les opérations régionales. Le manque général de bâtiments amphibies contraint actuellement l'USMC à rechercher des partenariats avec des alliés de l'OTAN pour déployer sur leurs navires un sous-groupement de *Marines* (équivalent d'une compagnie), afin de leur permettre d'effectuer des missions de coopération avec les forces africaines, dans le Golfe de Guinée¹⁰⁵.

¹⁰² Nick Turse, "Commandos Without Borders", *TomDispatch.com*, December 18, 2016.

¹⁰³ Elle couvre : la RCA, le Tchad, les Comores, la RDC, l'Égypte, Maurice, Madagascar, le Mozambique, le Soudan, le Sud Soudan. "Combined Joint Task Force - Horn of Africa", site officiel d'AFRICOM.

¹⁰⁴ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 24.

¹⁰⁵ Hope Hodge Seck, "Amid Amphib Shortfall, Marines to Board NATO Ships for Africa Missions", *Military.com*, January 23, 2017.

Les composantes d'AFRICOM

► **L'US Army Africa** (QG à Vincenza, Italie) est l'héritière de la *Southern European Task Force* (activée en 1955) et reste à ce titre « disponible pour un déploiement » en soutien à l'OTAN. Elle consacre à l'Afrique :

- Les états-majors de plusieurs brigades (*101st Sustainment Brigade, 30th Medical Brigade, 20th Engineer Brigade, 414th Contracting Support Brigade, 207th Military Intelligence Brigade, 13th Expeditionary Support Command, 35th Signal Brigade*) ;
- Ainsi que les moyens d'une brigade préparée pour assurer par rotation les missions africaines (*Regionally aligned forces*) : il s'agit en 2017 de la *1st Combat Team* de la *101st Airborne Division*, qui a remplacé durant l'été 2016 la *2nd Brigade Combat Team, 3rd Infantry Division*.

Par ailleurs, en 2017, l'Army assigne de nouveau le *3rd Special Forces Group* (Fort Bragg) aux missions sur le continent africain, après 15 ans de déploiements quasi-continus en Afghanistan.

► Les **forces aériennes en Afrique** dépendent de la *3rd Air Force*, qui est également la composante USAF de EUCOM. L'état-major basé à Ramstein en Allemagne, commande 10 escadres, 2 groupes aériens et le *603rd Air and Space Operations Center*. Un certain nombre d'unités sont déployées à Djibouti :

- La *449th Air Expeditionary Wing* incluant 3 escadrons de sauvetage (81st, 82nd et 303rd) ;
- Le *75th Expeditionary Airlift Squadron*, avec ses appareils de transport C-130J ;
- Des éléments du *510th Expeditionary Fighter Squadron* (F-16) et du *351st Expeditionary Air Refueling Squadron*, déployés depuis juillet 2016¹⁰⁶.

► **La composante navale** est assurée par la *6th Fleet*, qui consacre à l'Afrique un navire de commandement, l'*USS Mount Whitney*, attaché à la base navale de Gaeta, en Italie. Parmi les groupements de forces navales de la *6th Fleet* :

- La *Task Force (CTF) 68* rassemble les moyens « expéditionnaires » et assure notamment les missions de coopération de sécurité ;
- La *Task Force 65/Destroyer Squadron 60*, basée à Naples, assure le commandement des navires de surface déployés dans la zone de responsabilité. A ce titre, elle supervise les opérations de l'*Africa Maritime Law Enforcement Partnership*, ainsi que l'*Africa Partnership Station*.

► La composante du **Marine Corps** pour l'Afrique partage son état-major avec la composante Europe, à Stuttgart. Elle déploie sur le continent :

- La *Marine Corps Security Cooperation Task Force* qui effectue des missions dans le cadre de l'*Africa Partnership Station* ;
- Une partie des unités de la *Special Purpose Marine Air Ground Task Force-Crisis Response*, pour des activités ponctuelles de formation et d'entraînement.

► Les Forces spéciales occupent finalement une place centrale dans le dispositif, avec une composante **SOCAFRICA**, dépendant organiquement du commandement des opérations spéciales (USSOCOM), mais placée sous contrôle opérationnel d'AFRICOM. L'état-major, situé à Kelley Barracks, devrait passer dans les prochaines années de 100 personnels à 275. Ses unités sont réparties entre 4 « commandements avancés » à vocation régionale :

- Le *Special Operations Command Forward-North (SOCFWD-North)*, composé d'éléments du *3rd Special Forces Group* de l'Army ;

¹⁰⁶ Joseph Trevithick, "A Guide to the Pentagon's Shadowy Network of Bases in Africa", *The War Zone*, March 1, 2017.

- ➔ Le SOCFWD-East (auparavant dénommé *Special Operations Command and Control Element – Horn of Africa*) ;
- ➔ Le *Special Operations Command Forward-Central* (dénommé *Counter-Lord's Resistance Army Control Element* jusqu'en 2013), constitué par des éléments du *20th Special Forces Group* ;
- ➔ Le *Special Operations Command Forward-West* (anciennement *Joint Special Operations Task Force-Trans Sahara*) composé d'éléments du *3rd Special Forces Group* ;
- ➔ Le SOCFWD-East principalement constitué de la *Naval Special Warfare Unit 10*.

Il faut y ajouter la composante aérienne (*Joint Special Operations Air Component Africa*) et un détachement transmissions *Signal Detachment*.

Le commandant de SOCAFRICA explique que les forces déployées en Afrique sont préparées pour répondre aux besoins spécifiques de la région, formées aux « *langues appropriées et aux dialectes locaux* » et envoyées régulièrement dans les mêmes zones, afin de créer des liens durables avec leurs homologues africains¹⁰⁷.

1.1.2 – Une présence dispersée et discrète

A l'instar du *Central Command* (avant les campagnes d'Irak et d'Afghanistan), AFRICOM n'a pas été conçu pour une présence permanente de théâtre, mais de déploiement temporaire. La seule base majeure sur le continent (qu'AFRICOM préfère toujours appeler *Forward operating site*¹⁰⁸) est à Djibouti, au Camp Lemonnier.

Avec environ 4 000 personnels militaires et contractuels, la base de Djibouti accueille à la fois des unités de soutien, l'état-major et les forces assignées

à la CJTF-HOA et des éléments du *Joint Special Operations Command* (JSOC), qui mène les opérations de contre-terrorisme dans la région (en particulier au Yémen). Le développement de ses missions d'attaque a conduit au transfert des activités sur l'aérodrome de Chebelley en septembre 2013 : une unité « *non identifiée effectue désormais les vols de MQ-9 Reaper* » depuis ce site, administré par le *870th Expeditionary Air Base Squadron*¹⁰⁹.

Depuis l'installation de forces au Camp Lemonnier en 2003, les États-Unis ont agrandi le site à partir de 2007 (pour atteindre 2 km²) et en 2014, ils ont renouvelé pour 20 ans leur accord avec Djibouti, tout en poursuivant d'importants travaux de rénovation des pistes et d'agrandissement de la base, confirmant que leur présence y sera durable.

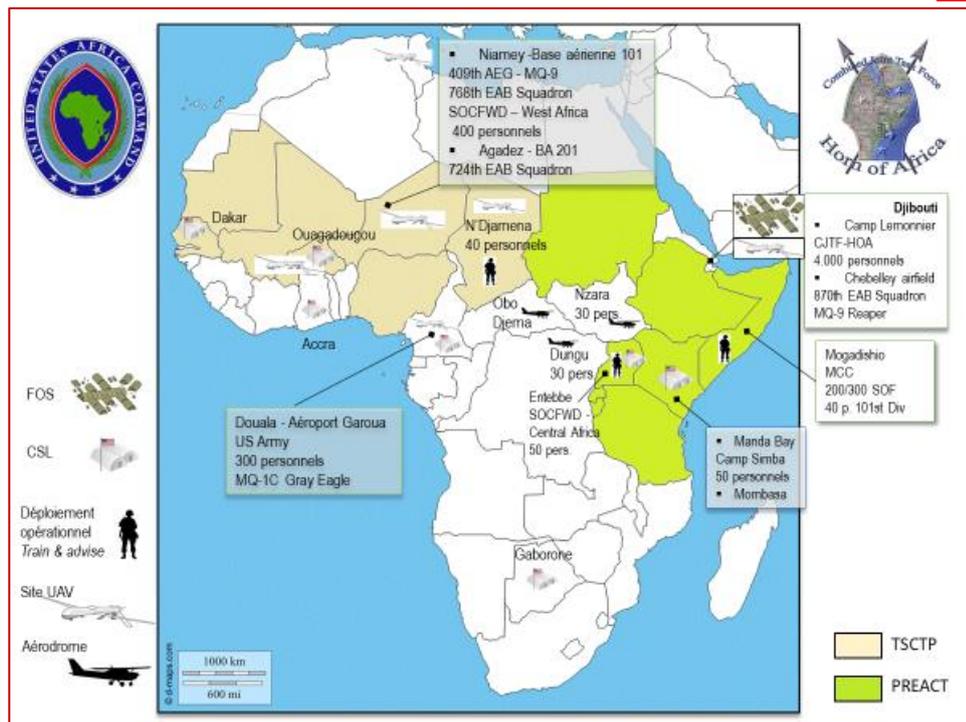
¹⁰⁷ Brigadier General Donald C. Bolduc, "Operating and Building Capacity in the Gray Zone", *African Defense*, September 1, 2016.

¹⁰⁸ Nick Turse, "The U.S. Military Moves Deeper into Africa", *War is Boring*, April 29, 2017.

¹⁰⁹ Joseph Trevithick, "A Guide to the Pentagon's Shadowy Network of Bases in Africa", op. cit.

Sur le reste du continent, AFRICOM privilégie l'utilisation en tant que de besoin d'installations à usage temporaire, discrètes, dans les pays partenaires. L'ancien commandant de l'Army-Africa expliquait en juin 2016 que les États-Unis disposent « sur toute l'Afrique », d'un réseau de « feuilles de nénuphars, très austères »¹¹⁰, destinées à accueillir « jusqu'à 300 soldats ou Marines pour une courte période ».

Les forces américaines utiliseraient actuellement 46 sites sur le continent, dont 13 sont reconnus comme « durables » (*enduring*)¹¹¹ et constituent des *Cooperative security locations* (CSL) (voir carte). Les autres sont des « Contingency locations », dont le nombre serait actuellement de 31. Leur localisation varie selon les périodes, en fonction des activités menées et des besoins identifiés. Pour 2017, le *Theater Posture Plan*, prévoit ainsi la fermeture de 5 CL et la désignation de 7 nouvelles¹¹². Le général Waldhauser souligne toutefois qu'il faudrait rapidement « finaliser » les accords bilatéraux pour l'utilisation de nouvelles CSL, afin de resserrer le dispositif et lutter contre « la tyrannie des distances » sur le continent¹¹³. Parmi les CL les plus importantes, les installations de Niamey et de N'Djamena sont pressenties pour devenir des CSL¹¹⁴.



Au Niger, les États-Unis maintiennent 350 personnels et des moyens de surveillance depuis 2013 sur l'aéroport de Niamey¹¹⁵.

Ils ont entrepris en 2015 la construction d'une base de déploiement de drones sur la Base aérienne 201 à Agadez pour surveiller les activités des groupes terroristes au sud du Sahel¹¹⁶. Un document d'AFRICOM de 2015 expliquait que le transfert des opérations permettrait « d'aligner la capacité ISR permanente sur les menaces actuelles et émergentes » et de soutenir « la régionalisation » des opérations françaises¹¹⁷. En 2016, AFRICOM souligne que cela servira aussi à améliorer le partage du renseignement avec les partenaires régionaux (Cameroun, Tchad, Mali et Nigeria)¹¹⁸.

¹¹⁰ Cité in Michelle Tan, "Army steps up partnerships in Africa amid growing terror threat", *Army Times*, June 7, 2016.

¹¹¹ Nick Turse, "The U.S. Military Moves Deeper into Africa", *War is Boring*, April 29, 2017.

¹¹² General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 6.

¹¹³ Ibid., p. 25.

¹¹⁴ Nick Turse, "The U.S. Military Moves Deeper into Africa", op. cit.

¹¹⁵ Lauren Ploch Blanchard, Alexis Arieff, *Terrorism and Violent Extremism in Africa*, op. cit., p. 16.

¹¹⁶ Eric Schmitt, "Using Special Forces Against Terrorism, Trump Seeks to Avoid Big Ground Wars", *The New York Times*, March 19, 2017.

¹¹⁷ Cité in Nick Turse, "U.S. Military is Building a \$100 Million Drone Base in Africa", *The Intercept*, September 29, 2016.

¹¹⁸ "US military leaders visit Niger's Air Base 201", *Defence Web*, November 3, 2016.

Le dispositif particulier d'AFRICOM n'est pas sans susciter des interrogations et la méfiance de certains observateurs à l'égard des intentions réelles des États-Unis. Le nombre d'installations utilisées par les forces américaines a augmenté régulièrement, tout en restant incertain : cela alimente la perception d'un engagement croissant et d'une « militarisation » de la politique américaine sur le continent¹¹⁹, au service de la sécurisation d'intérêts économiques¹²⁰.

1.2 – Une stratégie de formation et soutien des partenaires

L'augmentation de la « présence » américaine correspond surtout à la multiplication des activités relevant de la coopération de sécurité, même si l'engagement de forces américaines en soutien d'opérations régionales s'est aussi accru depuis 2015.

1.2.1 – Le renforcement des capacités des États africains

L'amélioration de la sécurité des partenaires africains repose sur la fourniture d'aide au titre de divers programmes détaillés plus loin. Elle prend la forme de financement, de livraisons de matériels et d'activités de formation et entraînement, assurées en partie par les forces américaines et en partie par des sous-traitants. Ces missions sont toutefois au cœur de l'activité quotidienne d'AFRICOM, comme le rappelle le général Waldhauser en mars 2017 : « l'assistance aux forces de sécurité [reste] l'effort décisif de la stratégie ». Cela apparaît clairement dans les « rapports d'activité » présentés précédemment devant le Congrès :

- En 2013, AFRICOM a effectué 481 activités de coopération, mené 55 opérations et organisé 10 exercices¹²¹ ;

¹¹⁹ Voir par exemple les articles de Nick Turse, qui suit régulièrement l'évolution du dispositif d'AFRICOM, sur plusieurs blogs : *TomDispatch.com*, *The Intercept*.

¹²⁰ Cela expliquerait par exemple l'implication récente dans la région du lac Tchad, où des réserves pétrolières ont été identifiées.

- En 2014, ce sont 68 opérations, 11 exercices majeurs et 363 activités de coopération ;
- En 2015, 400 activités de coopération, 75 opérations et 12 exercices majeurs¹²².

Les activités de coopération de sécurité couvrent un large éventail de domaines, depuis la formation et l'entraînement aux tactiques de combat (classiques et spéciales) jusqu'à la réforme des administrations civiles de défense, en passant par les opérations sanitaires et le renseignement.

Dans la région du Lac Tchad, où les États-Unis entendent soutenir la lutte contre Boko Haram, ils ont lancé fin 2015 des programmes de formation des armées nigérienne, tchadienne et camerounaise. A Agadez, des éléments de l'Army et de l'USAF ont entraîné 250 militaires nigériens à la lutte contre les VEO. Au Tchad, ils ont entraîné environ 2 000 membres du *Special AntiTerrorism Group* ; et au Cameroun, ce sont 6 bataillons de la Brigade d'Intervention Rapide qui ont été formés aux tactiques en unité élémentaire¹²³.

Ces activités sont complétées par un programme d'exercices conjoints, organisé par chaque composante de force, dans le cadre des priorités du Commandement. Les principaux exercices multilatéraux organisés régulièrement par AFRICOM sont :

- ▶ Dans le domaine naval :
 - **Cutlass Express** : qui vise à évaluer et améliorer les capacités de contrôle maritime, dans la

¹²¹ Statement of General David M. Rodriguez, [2014], op. cit., p. 3.

¹²² Statement of General David M. Rodriguez, [2016], op. cit., p. 4.

¹²³ Ibid., p. 10.

lutte contre les trafics illicites en Afrique orientale¹²⁴. En 2016, l'exercice impliquait particulièrement la Tanzanie, le Kenya et les Seychelles ;

➔ **Obangame Express** : organisé depuis 2010 pour améliorer la coopération régionale dans le Golfe de Guinée entre les pays signataires du Code de conduite de Yaoundé (20 pays), dans les domaines de la surveillance maritime et de l'interdiction des activités illicites.

► Pour les forces terrestres :

➔ **Flintlock** : organisé depuis 2005 par le SOCFWD-West Africa. L'objectif initial était d'améliorer les capacités tactiques des forces des pays membres du *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership*. Mais au fil des années, intégrant de plus en plus de pays et d'agences gouvernementales, l'exercice englobe « une réponse globale à la menace des organisations extrémistes » du Nord et de l'Ouest de l'Afrique¹²⁵. En mars 2015, l'exercice a réuni 1 000 personnels de 20 pays au Tchad, Niger, Nigéria, Cameroun et Tunisie. Plus de 1 700 militaires de 30 nations y ont participé en 2016.

Le programme **Accord** comporte 4 exercices annuels (d'état-major et de terrain) organisés par l'Army, pour encourager la coopération entre les États-Unis, les pays africains et les partenaires européens, dans les domaines militaire et civil¹²⁶. Auparavant classés en fonction de la région (*Eastern Accord*...), ils se répartissent désormais en trois catégories :

➔ **Justified accord** : alternant exercice d'état-major et de terrain, focalisé sur la préparation aux opérations de paix dans « des environnements austères ». L'exercice de 2017 a eu lieu

en mars en Éthiopie, avec 11 partenaires, dont la France et le Royaume-Uni ;

➔ **Shared accord** : vise à améliorer les capacités des forces américaines et africaines à conduire des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU ou de l'UA. L'exercice de 2017 se déroule en Afrique du Sud ;

➔ **United accord** : exercice d'état-major spécifiquement conçu pour améliorer l'interopérabilité des forces engagées dans la Mission de stabilisation au Mali (MINUSMA). *United Accord 17* s'est déroulé au Ghana (avec le Benin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo).

➔ **Unified Focus** : destiné à évaluer la capacité des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad à répondre à la menace des VEO. Il s'agit plus précisément de renforcer leur aptitude à contribuer à la *Multinational Joint Task Force* (MNJTF). L'exercice de 2017 a eu lieu en avril au Cameroun, avec 5 participants régionaux.

AFRICOM organise en outre de nombreux exercices bilatéraux, parmi lesquels les sessions d'entraînement conjoint réalisés par le SOF dans le cadre du *Joint Combined Exchange Training*. En septembre 2016, le commandant de la composante SOCAFRICA expliquait que les exercices JCET permettaient notamment de « certifier » les compétences des unités des partenaires engagés dans la lutte contre Boko Haram¹²⁷. Le nombre d'exercices de ce type conduits chaque année en Afrique n'est pas précisément connu ; il serait d'une vingtaine en 2012, 2013 et 2014¹²⁸.

¹²⁴ Un exercice similaire est organisé en Méditerranée avec les marines des pays d'Afrique du Nord (*Phoenix Express*).

¹²⁵ Brigadier General Donald C. Bolduc, "Operating and Building Capacity in the Gray Zone", op. cit.

¹²⁶ Meredith March, "Accord exercises build, strengthen partnerships with Africans", US Army Africa Public Affairs, US AFRICOM, April 30, 2017.

¹²⁷ Brigadier General Donald C. Bolduc, "Operating and Building Capacity in the Gray Zone", op. cit.

¹²⁸ Nick Turse, "Commandos Without Borders", *TomDispatch.com*, December 18, 2016.

Bien que de nombreuses activités soient menées au niveau tactique, AFRICOM souligne que l'objectif de la coopération en Afrique va au-delà de l'amélioration des capacités opérationnelles des forces locales. L'influence américaine devrait s'exercer de manière plus profonde et durable sur la nature des institutions de sécurité africaines :

“Capable and sustainable defense institutions are critical in providing a secure environment for the deepening of democracy and broad-based development, which together can diminish some of the factors that attract vulnerable persons into violent extremism and criminality”¹²⁹.

Toutefois, les responsables américains soulignent, à l'instar du général Bolduc en 2016, que la coopération est conçue pour servir les intérêts des pays africains, avant ceux des États-Unis : « *tous les programmes doivent être utiles à la nation partenaire (non à une stratégie extérieure)* »¹³⁰. Cela n'empêche pas que la coopération de sécurité se développe davantage avec les pays qui se sont révélés de « bons choix » (*good bets*) pour les États-Unis, en contribuant activement à leurs objectifs¹³¹ : l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Sénégal et l'Ouganda font partie de ceux qui se sont le plus distingués. Pour la plupart, ils sont effectivement engagés dans la « stabilisation » de la Somalie, qui est l'un des points de focalisation principaux de Washington.

1.2.2 – L'appui aux opérations

Les responsables d'AFRICOM se plaisent à répéter qu'ils « *ne sont pas en guerre en Afrique, mais [leurs] partenaires le sont certainement* ». Une partie de l'action américaine consiste donc à soutenir leurs opérations. Le commandant de la composante de Forces spéciales insiste bien sur le fait que les États-Unis n'apportent pas de « solution militaire » en

¹²⁹ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 5.

¹³⁰ Brigadier General Donald C. Bolduc, “Operating and Building Capacity in the Gray Zone”, op. cit. Ces bonnes intentions sont parfois mises à mal par des dysfonctionnements « bureaucratiques », provoquant un décalage entre

Afrique : c'est à leurs alliés de le faire. A l'inverse, les forces américaines peuvent « *partager de l'information, donner des conseils, de l'assistance, accompagner et soutenir* » les opérations¹³². Ainsi, les unités de renseignement contribuent aux « *capacités cyber pour surveiller les réseaux des VEO et les centres de fusion coordonnent les flux d'information entre pays* ». Les SOF peuvent aussi participer à « *augmenter la légitimité du gouvernement africain partenaire* » au travers des opérations d'information et « *civil affairs* », qui ont pour vocation de permettre aux autorités locales de « *projeter de la gouvernance* ».

L'opération Juniper Micron

Menée en soutien à l'Opération Barkhane, elle recouvre les opérations spéciales et de renseignement dans le Sahel, exécutées en étroite collaboration avec la France.

Elle s'accompagne d'un soutien logistique, assuré par la 100th ARW de la base de Mildenhall. Trois de ses ravitailleurs KC-135 *Stratotankers* ont été un temps déployés sur la base d'Istres. Ils sont basés depuis mars 2017 à la *Naval Station* de Rota.

Pour le Commandant d'AFRICOM, ce soutien « *est essentiel aux efforts français et [les États-Unis doivent] continuer à le fournir* », pour espérer des progrès dans la région. La coordination des activités doit en outre être renforcée.

L'appui de forces américaines englobe donc un grand nombre d'activités, à l'exclusion de toute participation directe aux combats, seule la Somalie faisant exception (voir infra). Hormis ce pays, l'engagement américain se concentre aujourd'hui sur l'Afrique de l'Ouest après avoir été important en Afrique centrale sous la présidence Obama. Il faut aussi rappeler le soutien apporté depuis 2013 à l'opération française et à la Force multinationale au Mali.

les formations proposées et les besoins réels des forces locales.

¹³¹ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 22.

¹³² “*In Africa, we are not the kinetic solution*”. Brigadier General Donald C. Bolduc, “Operating and Building Capacity in the Gray Zone”, op. cit.

Début 2017, le Commandant d'AFRICOM reconnaît qu'en Afrique de l'Ouest « *il y a approximativement 1 000 personnels menant 12 opérations [named operations] sur une zone couvrant 9 nations* »¹³³. Ces efforts portent sur la **lutte contre Boko Haram**.

En 2015, à la suite de la transition politique au Nigeria, AFRICOM a d'abord commencé à étendre sa coopération avec le pays, en fournissant des capacités anti-IED ; des équipes d'évaluation du renseignement et des conseillers opérant aux niveaux tactique et opératif auprès des armées nigérianes. Des accords de partage de renseignement ont été signés et des équipements livrés aux forces aériennes¹³⁴.

Les États-Unis se sont également intéressés au renforcement de la sécurité des pays voisins et à la mise en place d'une coopération régionale. Outre la formation, ils ont apporté un appui particulier en matière de renseignement. En octobre 2015, le président Obama a annoncé le déploiement de 90 personnels et de drones de surveillance au Cameroun, pour mener des opérations de renseignement. Leur nombre est passé à 300 militaires en 2016¹³⁵, basés au nord du pays à Garoua.



AFRICOM fournit en outre des conseillers et des équipements de renseignement ou logistique, à la MNJTF, dont l'état-major est à N'Djamena¹³⁶. Cette aide est coordonnée avec les autres partenaires extérieurs (la France et le Royaume-Uni) au sein de la Cellule de Coordination et de Liaison, dont les États-Unis ont pris la direction (par roulement) en décembre 2016. Cela devrait leur donner « *l'occasion de renforcer le soutien [occidental] à la MNJTF et ses États membres* »¹³⁷.

Pour leur part, les Forces spéciales assurent des missions de conseil bilatérales avec les pays membres de la MNJTF, de manière à « *valider leurs performances* »¹³⁸.

Ces activités en augmentation restent toutefois plus restreintes qu'en **Somalie**, où l'engagement des forces américaines s'intensifie depuis l'arrivée de l'Administration Trump.

Les États-Unis ont fourni de la formation et des équipements aux forces contributrices à l'AMISOM dès sa création en 2007, ainsi que des conseillers auprès des organismes de l'UA en charge des opérations de paix. Mais le départ des forces d'occupation éthiopiennes a laissé le champ libre à la rébellion Shebab, qui a pris le contrôle du Sud et du centre du pays. Dès 2010, le DoD envisageait d'insérer des personnels auprès de l'AMISOM pour tenter de stopper la progression des Shebabs. L'Administration Obama privilégia d'abord la poursuite d'opérations ponctuelles de contre-terrorisme¹³⁹ et attendit mai 2014 pour autoriser le déploiement de

¹³³ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 24.

¹³⁴ Statement of General David M. Rodriguez, [2016], op. cit., p. 9.

¹³⁵ *Instances of Use of United States Armed Forces Abroad, 1798-2016*, CRS Report for Congress, October 2016, p. 33.

¹³⁶ 80 militaires y ont été déployés en mai 2014 et des forces spéciales demeurent sur l'aéroport international de N'Djamena (Camp Tassone).

¹³⁷ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 14.

¹³⁸ Brigadier General Donald C. Bolduc, "Operating and Building Capacity in the Gray Zone", op. cit.

¹³⁹ Depuis 2003 les États-Unis ont effectué 42 attaques contre des terroristes en Somalie, dont 21 frappes par drone, toutes autorisées sous la présidence Obama. "Drone Wars Somalia: Analysis", International Security Program, New America Foundation. <http://securitydata.newamerica.net/drones/somalia-analysis.html>

conseillers militaires et la fourniture d'un soutien logistique et de renseignement aux forces de l'AMISOM (22 000 personnels de 5 pays voisins)¹⁴⁰.

Entre 200 et 300 personnels des Forces spéciales (dont la SEAL Team 6) ont été engagés en Somalie¹⁴¹, initialement pour mener des raids contre les groupes armés, puis à partir de 2015, pour protéger les forces somaliennes et de l'AMISOM contre les attaques des Shebabs¹⁴². Le nombre de raids a augmenté en 2016 (voir annexe 4), l'une des attaques les plus importantes étant effectuée en mars, contre un camp d'entraînement des Shebabs, tuant environ 150 militants.

Le général Waldhauser reconnaît que les efforts d'assistance « combinés à l'attaque délibérée des dirigeants d'al-Shebab ont eu un impact significatif sur la dégradation » de leurs capacités, mais que cela ne constitue pas « une solution durable aux problèmes de la Somalie ». Or, le mandat de l'AMISOM s'achève en 2018 et AFRICOM craint une dégradation de la situation si les forces somaliennes doivent continuer seules à lutter contre la rébellion. De ce fait, les États-Unis et leurs partenaires au sein du « Security Six » (qui regroupe l'ONU, l'Union Européenne, UK, la Turquie et les Émirats arabes unis) souhaiteraient obtenir suffisamment de progrès dans le développement capacitaire des forces somaliennes pour « justifier une extension de l'AMISOM au-delà de 2019 »¹⁴³.

Cela peut expliquer l'augmentation de la présence militaire américaine, décidée en avril 2017, et marquée cette fois par le déploiement de forces conventionnelles : 40 militaires de la 101st Airborne Division doivent arriver à Mogadiscio pour apporter un soutien logistique aux forces locales¹⁴⁴. Dans le même temps, le 29 mars, le Président Trump a approuvé une demande du Pentagone pour assouplir les règles d'engagement des forces américaines¹⁴⁵. En désignant certaines parties de la Somalie comme « zone d'hostilités actives »¹⁴⁶, la Maison blanche permet au commandement militaire de recourir à la force plus rapidement contre les groupes terroristes, dans des conditions de défense moins strictes. Le général Waldhauser s'est félicité de cette évolution, tout en notant qu'AFRICOM n'avait pas l'intention de « transformer la Somalie en zone de tir à vue [free fire zone] »¹⁴⁷.

Alors que l'engagement s'accroît dans la Corne de l'Afrique, les États-Unis envisagent la fin de l'opération **Observant Compass** en Afrique centrale. Menée depuis octobre 2011 en Ouganda, au Sud-Soudan, en R.D.C. et en République Centre-Africaine, cette opération consistait à conseiller la Force multinationale régionale créée pour lutter contre la Lord Resistance Army. Entre 280 et 300 personnels de l'Army, des Forces spéciales et de l'USAF y ont été engagés à partir de mars 2014, principalement en Ouganda¹⁴⁸. Ils devaient en particulier améliorer la mobilité des forces régionales.

¹⁴⁰ Kathleen J. McInnis, Nathan J. Lucas, *What Is "Building Partner Capacity?" Issues for Congress*, CRS Report for Congress, December 2015, p. 28.

¹⁴¹ Eric Schmitt, "Using Special Forces Against Terrorism, Trump Seeks to Avoid Big Ground Wars", *The New York Times*, March 19, 2017.

¹⁴² The White House, *Letter from the President to the Speaker of the House of Representatives and the President Pro Tempore of the Senate Regarding the War Powers Resolution*, December 11, 2015.

¹⁴³ General Waldhauser, Commander US Africa Command, *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., p. 8.

¹⁴⁴ John Vandiver, "101st Airborne troops deploy to Somalia for training mission", *Stars & Stripes*, April 14, 2017.

¹⁴⁵ Rishav Shah, "The Presidential Policy Guidance and Somalia", *Africa in Transition*, May 3, 2017.

¹⁴⁶ Cette formule a été élaborée sous la présidence Obama pour désigner des zones d'engagement militaire qui ne sont pas formellement des théâtres de guerre, mais où les mêmes règles s'appliquent.

¹⁴⁷ Lolita C. Baldor, "General Favors More Aggressive Approach in Somalia", *Associated Press*, March 24, 2017.

¹⁴⁸ Barbara Salazar Torreon, *Instances of Use of United States Armed Forces Abroad, 1798-2016*, CRS Report for Congress, October 2016, p. 30.

Bien que le leader du groupe, Joseph Kony, soit toujours en fuite, les effectifs de la LRA ont été considérablement réduits par des années de traque (de 2 000 à une centaine aujourd'hui), de telle sorte qu'AFRICOM a annoncé en mars 2017 la fin de l'engagement américain en R.C.A. d'ici septembre¹⁴⁹. Il s'agira plus exactement de revenir à des activités d'assistance globale aux partenaires régionaux.

Le coût des opérations peut expliquer qu'AFRICOM se soit montré sceptique à l'égard de leur poursuite : pour 2017, le DoD demandait près de 23 millions \$ pour *Observant Compass*, et le commandement militaire estimait que les dépenses annuelles étaient plus proches de 100 millions. Or, les chances de retrouver le leader de LRA dans la jungle centrafricaine étaient fort limitées. Certains observateurs soulignent que « cette mission a toujours été menée à l'instigation de la Maison blanche et du Département d'État », sans enthousiasme du DoD¹⁵⁰. L'absence d'intérêt politique de la nouvelle Administration a certainement favorisé ce désengagement.

2 – Une stratégie appuyée sur de multiples programmes d'aide

Le renforcement des capacités des partenaires passe par deux types de programmes gouvernementaux, dont l'action se combine, mais l'organisation et le financement sont distincts¹⁵¹ :

- ➔ L'assistance de sécurité, régie par le Titre 22 (*US Code*), dont les activités sont autorisées, pilotées et financées par le Département d'État ;

¹⁴⁹ Joseph Trevithick, "The US Military is Formally Ending its Hunt For Joseph Kony and the LRA", *The War Zone*, May 2, 2017.

¹⁵⁰ Mac William Bishop, "Inside the Green Berets' Hunt for Wanted Warlord Joseph Kony", *NBC News*, March 6, 2017.

¹⁵¹ Sur l'organisation générale de l'aide de sécurité, voir : Nina M. Serafino, *Security Assistance and Cooperation: Shared Responsibility of the Departments of State and Defense*, CRS Report for Congress, May 2016.

- ➔ La coopération de sécurité, qui recouvre un large ensemble d'activités menées par le DoD, par autorisation du Congrès dans le cadre des NDAA et financées sur le budget de la défense.

Il existe dans les deux domaines un grand nombre de programmes¹⁵², qui correspondent pour certains à des activités bien précises (l'IMET par exemple), pour d'autres à des lignes de crédits finançant plusieurs sortes d'aide (par exemple le budget *Peacekeeping Operations*). Une partie de ces programmes est ancienne alors que d'autres ont été ajoutés plus récemment, en particulier dans la coopération de sécurité. Le tableau ci-dessous vise à synthétiser les principales modalités de l'aide qui s'appliquent à l'Afrique.

Ces différents programmes peuvent être classés en fonction de leurs objectifs et des domaines couverts.

2.1 – Des programmes de portée globale

Certaines lignes budgétaires financent différents aspects de « l'assistance au secteur de la sécurité »¹⁵³ des pays partenaires.

Cela concerne d'abord le **Foreign military financing**, qui prend la forme de prêts ou de dons à des pays partenaires pour leur permettre de bénéficier d'équipements (notamment au travers des *Foreign military sales*) ou de formations achetées aux États-Unis. Ces crédits bénéficient peu à l'Afrique, qui n'a reçu que 19 millions \$ en 2016, soit moins de 1% du total.

¹⁵² Un rapport récent du GAO identifie 194 « autorités » d'assistance ou coopération de sécurité, dont 107 impliquent une coordination entre le DoS et le DoD. *Building Partner Capacity: Inventory of Department of Defense Security Cooperation and Department of State Security Assistance Efforts*, GAO-17-255R, Government Accounting Office, March 2017, p. 2.

¹⁵³ Cette formule est celle que retenait la PPD-23, *Security Sector Assistance*, d'avril 2013, pour englober l'ensemble des activités du DoS et du DoD.

L'**International Military Education and Training (IMET)** est également l'un des plus anciens programmes d'assistance, permettant à des stagiaires sélectionnés de suivre une formation dans une école militaire américaine (ou délocalisée, voire dématérialisée).

En 2016, les crédits sont allés majoritairement à l'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc et Égypte), tandis que pour l'Afrique sub-saharienne, le Kenya (21 stagiaires formés)¹⁵⁴, le Sénégal (12 stagiaires) et le Nigeria (23 stagiaires) sont les principaux bénéficiaires. Un total de 17,8 millions était requis pour le programme dans la région pour 2017.

Le budget **Peacekeeping operations (PKO)** du DoS alimente également de multiples activités, dont une partie seulement concerne le renforcement des capacités liées aux opérations de paix (voir § 2.2). Les crédits PKO visent aussi à contribuer à la résolution des conflits, à aider les partenaires à répondre aux menaces terroristes ou à réformer les institutions militaires en situation post-confliktuelle¹⁵⁵.

Ils sont ainsi utilisés pour le financement partiel d'une initiative spécifique à l'Afrique, la **Security Governance Initiative (SGI)**, lancée à la suite du Sommet États-Unis / Afrique d'août 2014. L'objectif est de développer de manière conjointe avec les

Assistance		Coopération	
Programme	Autorité	Programme	Autorité
Foreign military financing - FMF	22 U.S.C. section 2763. Institué par l'Arms Export Control Act (AECA), Section 23, 1976.	Developing Countries Exercises	10 U.S.C. Section 2010. Créé par la NDAA FY1987, P.L. 99-661.
Foreign military sales - FMS	22 U.S.C. 2761, 2762, 2769. Institué par l'AECA, Sections 21, 22, 29.	Support for Counter-Drug Activities	Section 1004. Institué par la NDAA FY1991, P.L. 101-510. <i>Expire le 30 septembre 2017</i>
International Military Education and Training - IMET	22 U.S.C. 2347. Ajouté à la la Foreign Assistance Act (FAA, 1961), Sections 541-543. 1976.	Joint Combined Exchange Training	10 U.S.C. 2011(3). 1991
International Narcotics Control and Law Enforcement - INCLE	22 U.S.C. 2291. Ajouté à la FAA, Sections 481-490, 1972.	Assistance for Additional Counternarcotics Support	Section 1033. Institué par la NDAA FY1998, P.L. 105-85. <i>A expiré le 30 septembre 2016</i>
Peacekeeping Operations - PKO	22 U.S.C. 2348. Ajouté à la FAA, Sections 551-553, 1978.	Combating Terrorism Fellowship Program - CTFP	Title 10 U.S.C., section 2249c. Institué par la NDAA FY2005, P. L. 108-136.
Nonproliferation, Antiterrorism, Demining and Related Programs - NADR	22 U.S.C. 2349aa / 2349bb. Institué par la FAA, Sections 571-575 (Anti-Terrorism) 1983/Section 581 (Non-Proliferation) 2000.	Build partner capacity	Section 2282c. Institué par la NDAA FY2006, P.L. 109-163, sous la Section 1206. <i>Expiration septembre 2020.</i>
Global Peace Operations Initiative - GPOI	Section 551, FAA. Créé en 2005.	Global Security Contingency Fund - GSCF	Section 1207. [+ 22 U.S.C., section 2151 note (3)] Institué par la NDAA FY2012, P.L. 112-81
African Peacekeeping Rapid Response Partnership - APRRP	FAA Section 551, institué par la P.L. 113-235, Dec. 2014	"Section 1203"	Institué par la NDAA 2013, P.L. 112-239. <i>Expire le 30 septembre 2019.</i>
		National Guard State Partnership Program	32 U.S.C. 107. Institué par la NDAAFY2014, Section 1205. <i>A expiré au 30 septembre 2016.</i>
		Counterterrorism Partnerships Fund (CTPF)	Section 1510. Institué par la FY2016 NDAA, P.L. 113-235 (création initiale en 2014) <i>Expiration mai 2022.</i>

¹⁵⁴ Voir le *Foreign Military Training Fiscal Years 2015 and 2016*, Joint Report to Congress, Vol. I, US Department of State / Department of Defense.

¹⁵⁵ En 2016, le compte PKO finançait par exemple des formes en RDC (14 millions \$), en RCA (10 millions \$) et

au Liberia (2 millions \$). Lauren Ploch Blanchard, *Statement on U.S. Security Assistance in Africa*, Senate Foreign Relations Committee, Subcommittee on Africa and Global Health, June 4, 2015, p. 16.

partenaires africains, une « *approche globale de l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité* », pour renforcer l'aptitude à répondre aux menaces¹⁵⁶.

Les pays concernés sont le Ghana, le Kenya, le Mali, le Niger, le Nigeria et la Tunisie.

L'Administration Obama avait engagé 65 millions \$ pour la SGI pour 2015 et annoncé 83 millions \$ annuels pour les exercices suivants. Les crédits proviennent :

- ➔ du budget PKO (14 millions requis par le DoS pour 2017) ;
- ➔ et du budget *Counterterrorism Partnerships Fund* (CTPF) du DoD (47 millions \$ en 2016)¹⁵⁷.

Le budget PKO reste toutefois l'instrument essentiel pour financer les programmes dédiés au renforcement des capacités des partenaires à mener des opérations de paix.

2.2 – Le renforcement des capacités de paix

Il s'agit d'abord de la **Global Peace Operations Initiative (GPOI)**. Initialement créé pour 5 ans (2005-2009), son mandat a été renouvelé en 2010, avec une évolution des objectifs. Dans un premier temps, il s'agissait de former des forces de maintien de la paix et d'encourager la coopération régionale. Par la suite, l'effort s'est déplacé sur le soutien aux efforts locaux de formation aux opérations de paix.

Les crédits attribués à la GPOI ont représenté environ 935 millions \$ entre 2005 et 2016¹⁵⁸ et près de 60% sont destinés à l'Afrique.

Sur le continent, la GPOI a principalement repris les activités *African Contingency Operations Training and*

Assistance (ACOTA), qui avaient succédé en 2002 à l'*Africa Crisis Response Initiative* (ACRI, créée en 1997).

À côté de ces programmes de formation, une nouvelle initiative a été mise en place en 2014, l'**African Peacekeeping Rapid Response Partnership (APRRP)**. Son objectif est de fournir à certains pays africains, particulièrement engagés dans les opérations de paix de l'ONU et de l'Union africaine, des capacités supplémentaires, telles que des équipements, du soutien logistique ou d'autre nature. Il s'agit d'apporter des capacités peu développées dans les armées locales, mais nécessaires au déploiement de forces de réaction rapide, pouvant aussi servir en cas de catastrophes humanitaires. L'accent est donc mis sur les moyens de transport aérien, de C3, de

Assistance fournie en 2016 au titre de l'APRRP

Formed Police Units: Training equipment for Ghana, Rwanda, and Senegal; further deployment management and logistics capacity development through mentoring, advising, and training.

Ethiopia: C-130 airlift training and parts/spares.

Ghana: Logistics training and equipment; engineer training and equipment; airlift training and equipment; medical training and equipment.

Rwanda: Two Cessna 208 aircraft and training for medical evacuation and light lift; medical Role II training; logistics training and equipment; engineer training and equipment.

Senegal: Airlift equipment and training; logistics training and equipment; medical training and equipment including two Role II hospitals.

Tanzania: Logistics equipment and training; C3IS training, equipment, and advisor; medical training.

Uganda: Medical Role II training; logistics training, equipment, and advisor; engineer training and equipment.

Source : Bureau of Political-Military Affairs, *Fact Sheet: U.S. Peacekeeping Capacity Building Assistance*, US Department of State, January 11, 2017.

¹⁵⁶ White House, "Fact Sheet: Security Governance Initiative", Washington (D.C.), August 6, 2014.

¹⁵⁷ Nicolas Cook, Alexis Arieff, Lauren Ploch-Blanchard, Brock R. Williams, Tomas F. Husted, *Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses*, op. cit., p. 21.

¹⁵⁸ Bureau of Political-Military Affairs, *U.S. Peacekeeping Capacity Building Assistance*, Fact Sheet, US Department of State, January 11, 2017.

géné ou de soutien médical. Dans tous les cas, l'assistance comporte la fourniture de matériels, la formation à son emploi et des sessions d'entraînement.

Comme le souligne le Commandant d'AFRICOM en 2017, l'APRRP est une manière d'approfondir la formation des principaux contributeurs africains aux opérations de paix, que sont : le Sénégal, le Ghana, l'Éthiopie, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

Les crédits PKO financent plusieurs autres programmes de formation sur le continent :

- ➔ L'*Africa Maritime Security Initiative (AMSI)* ;
- ➔ L'*Africa Conflict Stabilization and Border Security (ACSBS)*, utilisé pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Guinée et en Côte d'Ivoire, mais aussi pour l'entraînement de certaines unités déployées au Mali et en RCA ;
- ➔ L'*Africa Military Education Program (AMEP)*.

Ces fonds sont également utilisés pour assister les pays engagés dans des opérations « de paix » ou de stabilisation, où la dimension de lutte contre le terrorisme est prépondérante. Cela concerne :

- ➔ Le soutien aux opérations de l'AMISOM, qui s'élève à près de 2 milliards \$ de crédits cumulés en 2016¹⁵⁹ ;
- ➔ Le soutien aux pays participant à la *Multinational Joint Task Force (MNJTF)* dans le bassin du lac Tchad (Bénin, Cameroun, Tchad, Niger, Nigeria).

Pour certains observateurs, le budget PKO est en fait devenu ces dernières années « le premier vecteur de l'assistance du Département d'État aux armées africaines pour le contre-terrorisme »¹⁶⁰.

¹⁵⁹ Lauren Ploch-Blanchard, Alexis Arieff, *Terrorism and Violent Extremism in Africa*, CRS Report for Congress, July 2016, p. 14.

¹⁶⁰ Ibid.

En 2015, l'Afrique recevait 92,3% des crédits consacrés au développement des capacités des partenaires pour les opérations de paix¹⁶¹. La Somalie en était le principal bénéficiaire, avec 250 millions \$, puis le Sud-Soudan (21 m \$), la RCA et la RD Congo (10 m \$).

Il faut noter que les activités financées par le compte PKO sont majoritairement réalisées par des entreprises de sécurité civiles et plus rarement par les armées américaines. Pour l'Afrique, les marchés sont gérés par le *Bureau of African Affairs* du DoS dans le cadre de l'AFRICAP (*Africa peacekeeping program*).

Le dernier appel d'offres lancé en novembre 2015 a conduit à l'attribution de contrats de 5 ans à 5 sociétés principales¹⁶² :

- ➔ *Triple Canopy*
- ➔ *USA Engility Corporation*
- ➔ *AECOM*
- ➔ *URS Federal Services*
- ➔ *PAE Government Services*.

Selon le site d'une entreprise, « *the Contractor shall provide training, equipment, logistical and technical support and construction services to African countries and organizations, to include systems management, staffing, operation, maintenance, medical support transportation, supply chain management and reporting activities* ».

Bien qu'elle soit de plus en plus imbriquée avec les opérations de paix, la lutte contre le terrorisme fait aussi l'objet de programmes spécifiques.

¹⁶¹ "Peacekeeping Operations", *Security Assistance Monitor*, Center for International Policy. <http://securityassistance.org/content/Peacekeeping%20Operations>

¹⁶² Philippe Chapleau, « Un milliard et demi de dollars pour l'Africap III et le maintien de la paix en Afrique », *Lignes de Défense*, 10 mai 2017.

2.3 – Les programmes de lutte contre le terrorisme

Les plus anciens sont l'INCLE et surtout le **NADR**. Ce compte finance 5 programmes gérés par le *Bureau of Counterterrorism* du DoS : *Anti-Terrorism Assistance (ATA)* ; *Counterterrorism Engagement with Allies (CTE)* ; *Counterterrorism Financing (CTF)* ; *Countering Violent Extremism (CVE)* ; *Regional Strategic Initiative (RSI)* ; et le *Terrorist Interdiction Program (TIP)*.

Les activités de CVE se sont développées sous la présidence Obama. Menées par le DoS et l'USAID (notamment son *Office of Transition Initiatives*), elles visent à prévenir la « radicalisation » de la jeunesse et des « *populations marginalisées* » en favorisant l'insertion sociale et économique. Les programmes entendent également promouvoir une interprétation « tolérante » de la religion¹⁶³. Cela recouvre des activités de diplomatie publique, telles que les émissions de *Voice of America* en Hausa, Somali, Swahili et Français.

Les activités de « lutte contre l'extrémisme violent » sont financées par différentes lignes budgétaires. Pour l'Afrique, les crédits proviennent essentiellement de l'Aide au développement (29 millions requis pour 2017), complétés par le budget ESF¹⁶⁴ pour la Somalie (2,5 millions \$) et des initiatives régionales. Le total des crédits consacrés au CVE en Afrique pour 2017 devrait être de 43 m \$ (sur 186,7 pour l'ensemble du monde)¹⁶⁵.

Ces programmes concernent le Mali, la Mauritanie, le Nigéria (plus d'un tiers des crédits), le Sénégal et la Somalie.

Établi plus récemment, en 2005, le **Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership (TSCTP)** a pris la suite d'une initiative lancée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 pour renforcer les capacités de lutte des forces de sécurité africaines. Ce programme recouvre un ensemble d'activités de formation et équipement des armées et forces de police ; de renforcement de la surveillance des frontières ; de réforme de la justice ou de diplomatie publique.

Les pays partenaires appartiennent à l'Afrique du Nord et sub-saharienne : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Mauritanie, Morocco, Niger, Nigeria, Sénégal, Tunisie.

L'Administration Obama avait demandé pour 2017 (sur plusieurs lignes budgétaires¹⁶⁶) : 38,4 millions \$ pour la partie africaine¹⁶⁷, dont 2,9 millions pour le Mali et 1,5 pour la Mauritanie.

Un programme parallèle, de même nature, a ensuite été institué avec 12 pays d'Afrique orientale : le **Partnership for Regional East Africa Counterterrorism (PRACT)**, créé en 2009. Les partenaires concernés sont le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Sud Soudan, le Soudan et la Tanzanie.

Au début de la décennie 2010, PRACT a servi à financer de la formation aux techniques d'investigation pour la police somalienne ; des équipements de communication pour l'armée éthiopienne ou des programmes d'éducation pour la jeunesse « à risque » au Kenya.

Les crédits proviennent des budgets ESF, INCLE, mais surtout NADR et PKO (10 millions en 2016).

¹⁶³ Lauren Ploch Blanchard, Alexis Arieff, *Terrorism and Violent Extremism in Africa*, op. cit., p. 17.

¹⁶⁴ *Economic Support Fund* : compte relevant de l'assistance de sécurité, destiné à apporter un soutien financier à un État important pour la sécurité nationale américaine. Israël et l'Égypte en sont les principaux bénéficiaires.

¹⁶⁵ L'Afrique reçoit les crédits les plus importants, devant l'Asie du Sud et centrale (38 millions \$) et le Proche-Orient (23,6 m\$).

¹⁶⁶ 20 millions proviennent par exemple du budget PKO.

¹⁶⁷ Le budget comporte 7,9 m\$ pour la partie « Moyen-Orient ». *Congressional Budget Justification. Foreign Operations. FY2017*, op. cit., p. 288.

Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la coopération de sécurité financée par le DoD a largement augmenté les moyens consacrés à l'Afrique. Dans ce domaine, il existe des budgets spécifiques mais on peut aussi constater que les initiatives plus larges de renforcement des capacités des armées locales sont fortement axées sur le contre-terrorisme (voir § suivant).

Le premier programme dédié au contre-terrorisme est le **Combating Terrorism Fellowship Program (CTFP)**. C'est en janvier 2002 que le Congrès débloqua 17,9 millions de dollars pour que le DoD crée un programme de formation régionale au contre-terrorisme, qui acquiert un statut permanent lors du vote de la NDAA en 2004.

Ce programme fournit une formation et de l'entraînement à des officiers de rang intermédiaire et supérieur, des personnels civils des ministères de la défense ou des responsables de la sécurité.

Les activités couvertes par le CTFP se sont étendues à partir de 2015 en raison des inquiétudes américaines à l'égard des « *menaces terroristes croissantes en Afrique* »¹⁶⁸. Cette année-là, AFRICOM était le premier utilisateur des crédits CTFP, avec 7,6 millions \$ dépensés pour former 529 participants africains (suivi par CENTCOM, avec 4,7 m\$)¹⁶⁹.

Ce programme est toutefois jugé insuffisant pour répondre aux besoins, en particulier lorsqu'il s'agit de fournir une aide immédiate en réponse à une crise. Cela a conduit le DoD à demander la création du **Counterterrorism Partnerships Fund (CTPF)**, acronyme à ne pas confondre avec le CTFP !¹⁷⁰. Annoncé par le président Obama lors d'un discours à West Point en mai 2014, le fonds a été institué par la NDAA pour 2016. Les crédits sont accordés à CENTCOM et AFRICOM et servent à financer des

activités relevant du renforcement des capacités militaires (la "section 1206", présentée plus loin).

Pour AFRICOM, les fonds se répartissent régionalement entre¹⁷¹ :

- ➔ Les crédits pour le Maghreb et le Sahel, destinés à la lutte contre AQMI, le groupe État islamique et les autres organisations terroristes régionales. Les principaux partenaires sont l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie ;
- ➔ Les crédits pour la région du lac Tchad, destinés à la lutte contre Boko Haram et AQMI et à la promotion de la stabilité dans la zone. Les États partenaires sont le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria ;
- ➔ Les crédits pour l'Afrique orientale, destinés à la lutte contre les Chebab et les organisations liées à Al Qaida. Les principaux partenaires sont Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et l'Ouganda. Pour 2017, l'assistance devait se réorienter vers la préparation de la transition entre l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes.

La loi d'appropriation budgétaire pour 2016 attribuait 1,1 Md \$ à dépenser avant le 30 septembre 2017. La requête pour 2017 est de 1 Md \$. La répartition régionale est indiquée ci-dessous.

En m \$	2016 (estimation)	2017 (requête)
Total AFRICOM	375	450
Sahel	105	125
Lac Tchad	105	125
Afrique orientale	165	200

L'importance accordée par Washington aux opérations de « stabilisation » de la Somalie s'est traduite par l'ouverture de lignes de crédits spécifiques, en 2011 et 2012.

Maximizing the Effectiveness of U.S. Counterterrorism Security Assistance, CNAS, November 2016, p. 6.

¹⁷¹ Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), *Counterterrorism Partnerships Fund. Department of Defense Budget Fiscal Year (FY) 2017*, US DoD, February 2016, pp. 1-5.

¹⁶⁸ *Regional Defense Combating Terrorism Fellowship Program. Report to Congress. Fiscal Year 2015*, US Department of Defense, November 2015, p. 6.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 2.

¹⁷⁰ Ilan Goldenberg, Alice Hunt Friend, Dr. Stephen Tinkel, Nicholas A. Heras, *Remodeling Partner Capacity:*

- ➔ La “**Section 1207**” de la NDAA pour 2012, autorisait un programme destiné à augmenter les capacités des forces contributrices à l’AMISOM (en particulier Djibouti, l’Éthiopie, le Kenya) à mener des opérations de contre-terrorisme. L’autorité est valable jusqu’en septembre 2017.
- ➔ La “**Section 1203**”, instituée par la NDAA 2013 poursuit un objectif similaire, jusqu’en septembre 2019.

En tout, le CRS estimait en 2015 que les États-Unis avaient accordé plus de 800 millions \$ d’aide bilatérale (pour la logistique, l’équipement et l’entraînement) aux pays participant à l’AMISOM depuis 2007, ainsi que près de 300 millions \$ aux forces somaliennes¹⁷².

D’autres fonds ont été ouverts au titre de la coopération de sécurité, pour appuyer des partenaires engagés dans d’autres opérations de lutte contre des organisations terroristes.

C’est le cas du budget **Support of Foreign Forces Participating in Operations to Disarm the Lord’s Resistance Army**, institué par la NDAA pour 2014, (Section 1208). L’autorisation budgétaire, qui expire le 30 septembre 2017, permet au DoD de consacrer jusqu’à 50 millions \$ annuels au soutien logistique et à l’appui renseignement des forces étrangères participant à la lutte contre la LRA.

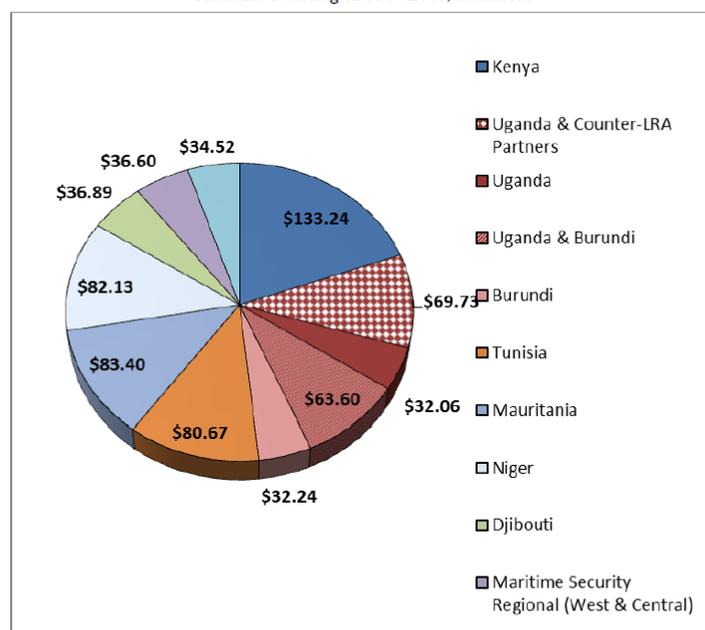
Sur le même principe, la section 1207 de la NDAA pour 2016, **Support for National Military Forces of Allied Countries for Counterterrorism Operations in Africa**, autorise le DoD à dépenser jusqu’à 100 millions \$ par an pour fournir un soutien logistique, du ravitaillement et des services aux forces « d’un pays allié menant des opérations de contre-terrorisme en Afrique »... Ce qui couvre concrètement

l’appui à l’opération Barkhane au Mali. L’autorisation expire le 30 septembre 2018.

2.4 – Formation et entraînement des armées africaines

Le programme emblématique de la politique de renforcement des armées partenaires est le **Build capacity of foreign security forces**, institué par la NDAA pour 2006, sous la Section 1206 (devenue Section 2282 USC). Cette autorisation permet au DoD de dépenser jusqu’à 350 millions \$ chaque année, pour répondre à des besoins « immédiats » identifiés par les Commandants de théâtre. L’objectif est d’améliorer l’aptitude des États de la zone concernée à lutter contre le terrorisme ou contribuer aux missions de stabilisation menées par les armées américaines¹⁷³.

Figure 3. DOD “Section 1206/2282” Funding for Africa: Top Recipients
Cumulative funding since FY2006, in millions



Source: CRS analysis of DOD Congressional Notifications
Notes: C-LRA="Counter-Lord's Resistance Army"

Source : Lauren Ploch Blanchard, *Statement on U.S. Security Assistance in Africa*, op. cit., p. 11.

Maximizing the Effectiveness of U.S. Counterterrorism Security Assistance, op. cit., p. 6.

¹⁷² Kathleen J. McInnis, Nathan J. Lucas, *What Is “Building Partner Capacity?” Issues for Congress*, op. cit., p. 28.

¹⁷³ Ilan Goldenberg, Alice Hunt Friend, Dr. Stephen Tankel, Nicholas A. Heras, *Remodeling Partner Capacity:*

Les activités de BPC recouvrent diverses formes de formation et d'entraînement, individuel, au niveau des unités ou des états-majors des forces partenaires¹⁷⁴.

En 2014, les crédits de la « Section 2282 » pour l'Afrique représentaient 34,5% du total mondial (104,6 millions \$), mais en 2015 ils sont passés à 62,6% (avec 201 millions \$)¹⁷⁵. L'aide accordée se concentre sur quelques pays, principalement d'Afrique orientale et du Sahel (voir graphique ci-contre).

La nécessité de disposer de moyens de financement souple pour répondre à des besoins d'aide urgents, a conduit l'Administration Obama à organiser un nouveau fonds, inscrit dans la NDAA pour 2012 (Section 1207), le **Global Security Contingency Fund (GSCF)**.

Il finance des activités destinées à améliorer les capacités des armées et forces de sécurité des pays partenaires, en mettant l'accent sur le contrôle des frontières, la sécurité maritime et les opérations de contre-terrorisme.

La particularité de ce fonds est d'être géré et alimenté conjointement par le Département d'État et le DoD, qui peut y consacrer jusqu'à 200 millions par an¹⁷⁶. Le financement de ce programme est difficile à évaluer, car le Congrès n'y a attribué aucun crédit depuis 2012 et les transferts effectués à partir d'autres lignes budgétaires ne sont pas indiqués.

Il semble toutefois que le GSCF serve actuellement en Afrique à financer :

- ➔ Un programme de renforcement de la sécurité des frontières et de soutien à la lutte contre Boko Haram, pour le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, d'un montant de 40 millions \$;
- ➔ Les activités de formation de l'*African Peacekeeping Rapid Response Partnership* pour le

Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, d'un montant de 79,8 millions \$¹⁷⁷.

L'entraînement des armées africaines s'effectue également au travers de programmes de coopération plus traditionnels, tels que :

- ➔ Le **State Partnership Program (SPP)**, qui maintient des liens entre des unités de la Garde nationale et 13 armées africaines ;
- ➔ Le programme de **Participation of Developing Countries in Combined Exercises** (Section 2010, USC 10), qui finance depuis 1987 la participation de forces étrangères à des exercices conjoints. Ce budget (qui s'élevait à 3 millions \$ pour l'Afrique en 2015) alimente largement les multiples activités réalisées chaque année par AFRICOM.
- ➔ Le **Joint Combined Exchange Training**. Le JCET est issu du *National Defense Authorization Act for Fiscal Years 1992 and 1993*, qui autorise le commandement des opérations spéciales à effectuer des activités d'entraînement en coopération avec des forces étrangères.

Pour compléter le panorama des activités de coopération, deux autorisations budgétaires datant des années 1990 doivent être mentionnées. Elles concernent l'aide à la lutte contre les activités criminelles :

- ➔ Le programme relevant de la "Section 1004" de la NDAA pour 1991, intitulé *Additional Support for Counter-Drug Activities and Activities to Counter Transnational Organized Crime*. Il permet de transférer des équipements et des services, notamment de formation, aux forces de sécurité. En 2015, 12 pays d'Afrique sub-saharienne ont participé aux activités couvertes par ce programme : le Bénin, le Cameroun, le Cap Vert, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Mauritanie, le

¹⁷⁴ Voir : Kathleen J. McInnis, Nathan J. Lucas, *What Is "Building Partner Capacity?" Issues for Congress*, op. cit.

¹⁷⁵ Calculs effectués à partir des données budgétaires du *Security Assistance Monitor*.

¹⁷⁶ Bolko J. Skorupski, Nina M. Serafino, *DOD Security Cooperation: An Overview of Authorities and Issues*, CRS Report for Congress, August 2016, p. 9.

¹⁷⁷ Aaron Mehta, "Future of Global Security Contingency Fund Unclear", *Defense News*, September 5, 2016.

Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie et le Togo¹⁷⁸.

- La "Section 1033" de la NDAA pour 1998, *Assistance for Additional Counternarcotics Support for Specified Countries*, dont le domaine a été élargi à la lutte contre toutes les activités illicites en 2015. Cette autorité budgétaire a cependant expiré fin 2016.

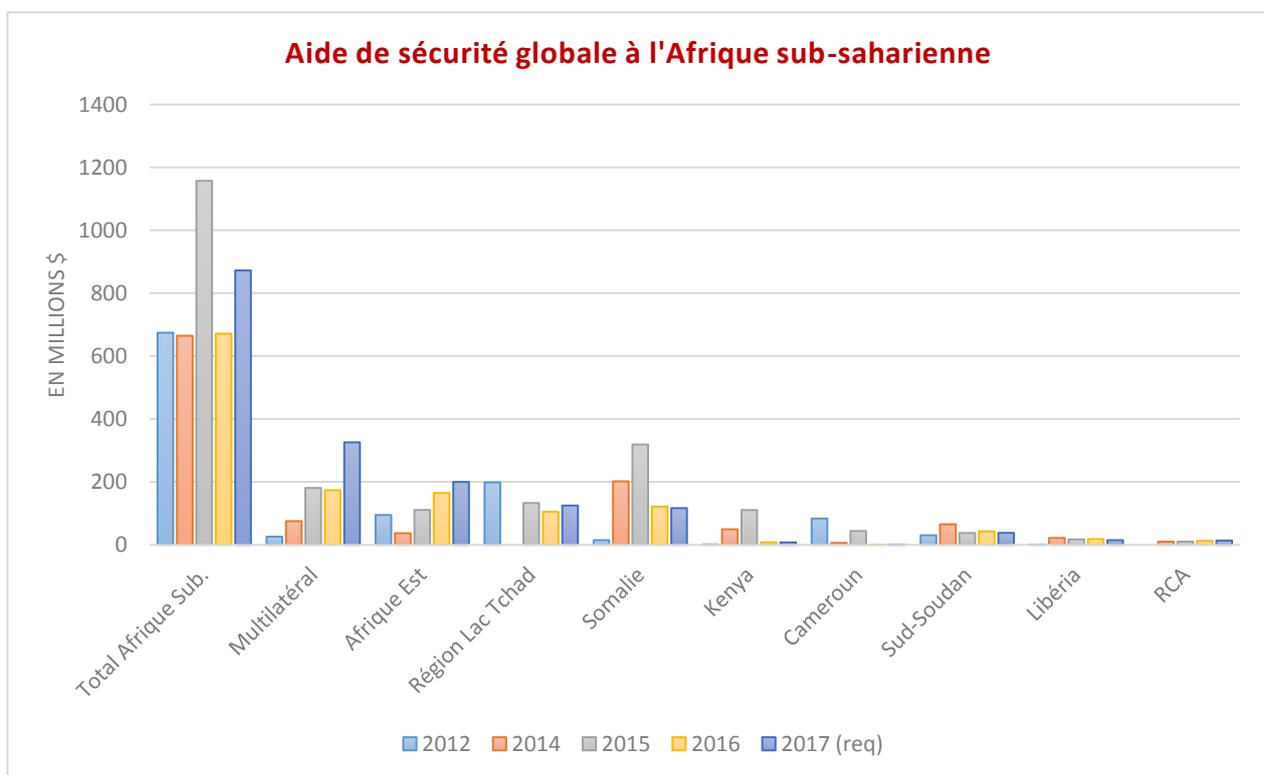
2.5 – Synthèse de l'aide de sécurité en Afrique

Dans l'ensemble, l'assistance et la coopération de sécurité ont nettement augmenté en 2015 pour atteindre 1,2 milliard \$ (voir graphique ci-dessous) et devrait rester en nette progression par rapport à 2014 (les chiffres pour 2016 ne sont pas encore complètement disponibles).

En termes de répartition géographique, il faut noter qu'une partie de l'aide est accordée à des instances régionales (aide multilatérale) telles que l'Union Africaine ; ou à des activités régionales : cela concerne l'Afrique orientale et le bassin du lac Tchad.

Les principaux pays bénéficiaires étaient en 2015 (dernière année budgétaire complète), la Somalie (qui demeure en première position en 2016 et pour 2017), puis le Kenya et le Cameroun.

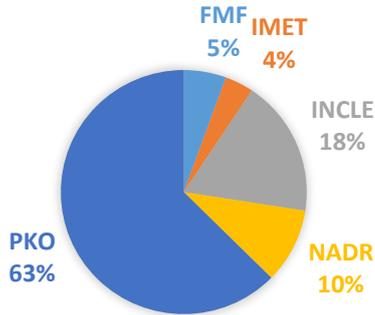
En termes d'assistance, l'Afrique bénéficie principalement de crédits PKO : 347 millions en 2015 et 295 millions requis pour 2017.



¹⁷⁸ Biannual Report to Congress on the Use of Funds from the Drug Interdiction and Counter-Drug Activities Account

for Support to Foreign Governments During the First Half of Fiscal Year 2015, US Department of Defense, April 2015.

RÉPARTITION DE L'ASSISTANCE PAR PROGRAMME - 2017



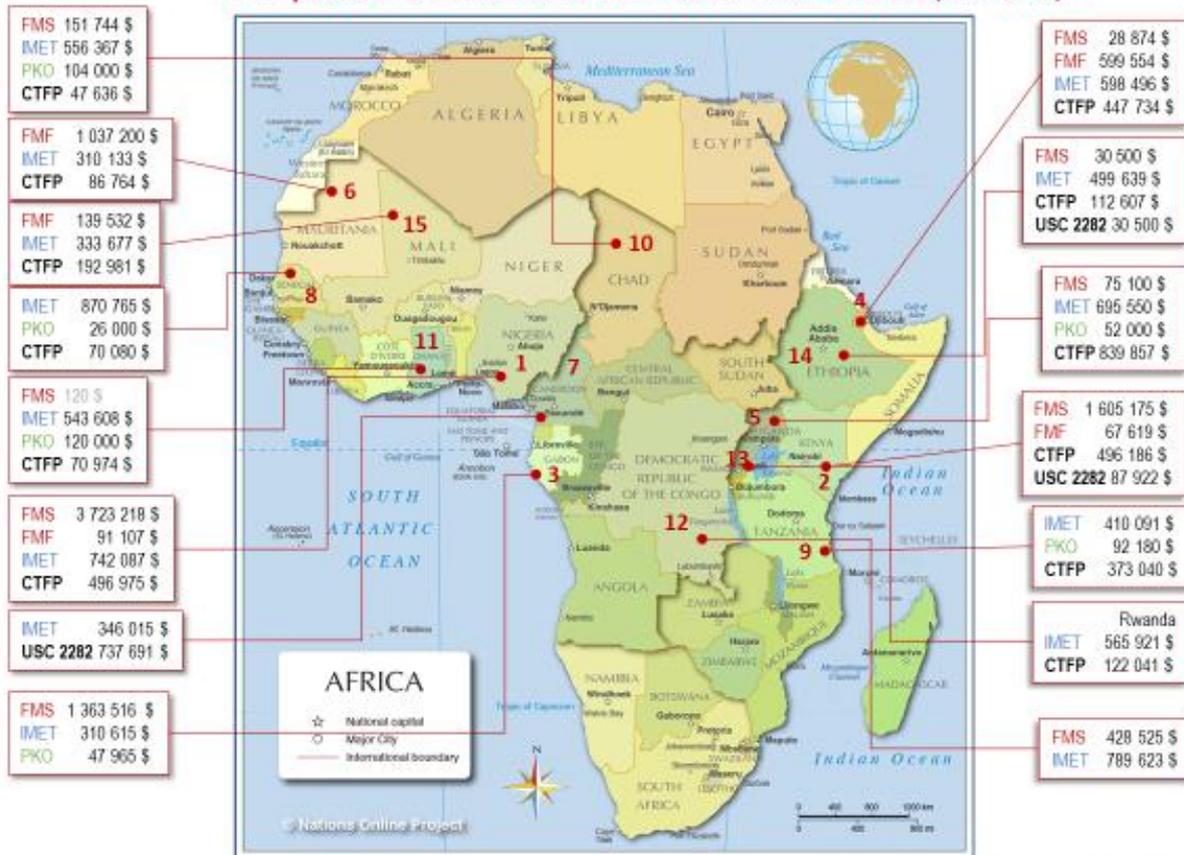
En ce qui concerne la coopération de sécurité, les ressources principales proviennent en 2015 du CTFP (353 million \$, soit 34% des crédits totaux) et du BPC (201 millions \$). Les principaux pays bénéficiaires sont cette fois le Kenya, le Cameroun et l'Ouganda.

Coopération de sécurité – budget DoD

en m \$	2012	2014	2015	2016 (partiel)
Total Afrique Sub.	136,8	223,6	573	270
Multilatéral			4,9	
Afrique Est	75	37	110,9	165
Lac Tchad			133	105
Kenya	1,8	39	101,4	
Somalie	39,3		0,3	63
Cameroun	1,2	2,8	34,7	
Ouganda	1,3	18	29	
Éthiopie	0,1	0,1	27,3	
Niger	12	37,4	23	

Finalement, si l'on regroupe l'ensemble des financements contribuant à la formation des armées africaines (à l'exception des exercices conjoints), les principaux pays bénéficiaires en 2016 sont le Nigeria, le Kenya et le Gabon.

Principaux bénéficiaires des crédits de formation en 2016 (estimation)



Source : DoS, DoD, Foreign Military Training, FY 2015-2016, Joint Report to Congress , Vol. I, 2016.

Conclusion : perspectives de la coopération avec l'Afrique

A côté des questions de sécurité pressantes que posent la Corée du Nord, la guerre contre Daech en Irak et en Syrie ou l'activisme militaire russe, la situation en Afrique a peu de chances d'occuper une place importante à court terme. Une révision formelle de la stratégie mise en place depuis les années 2000 est donc peu probable, même si des évolutions dans sa mise en œuvre peuvent se produire, à partir du « terrain ».

Par ailleurs, sans revenir sur les objectifs des États-Unis en Afrique, l'Administration Trump peut les remettre en cause par son manque d'attention et par des décisions plus globales, produisant un impact non recherché. C'est notamment le cas de l'évolution de la politique d'aide au développement, puisque la baisse annoncée des crédits affectera nécessairement le continent qui en bénéficie le plus. Au-delà, la vision des relations internationales affichée par la présidence pose aussi la question de l'intérêt de l'assistance en matière de sécurité. Sur ce point, et malgré les débats sur son efficacité, la coopération devrait rester la solution la plus « rentable » compte tenu des enjeux du continent.

Une politique d'aide fortement discutée

Le projet budgétaire de l'Administration Trump pour 2018 propose des réductions importantes dans l'aide extérieure¹⁷⁹. Les régions les plus touchées sont cependant l'Eurasie et l'Extrême-Orient,

alors que les crédits consacrés à l'Afrique ne diminueraient que de 13% (pour un total de 5,2 Mds \$). Certains pays du continent se verraient cependant privés de toute aide, comme le Niger, la RCA ou la Sierra Leone¹⁸⁰. Dans le domaine de l'assistance de sécurité, le compte PKO serait réduit quasiment de moitié (à 301,4 millions \$), alors que le *Global Security Contingency Fund* serait simplement supprimé¹⁸¹. Le projet de l'Administration élimine en effet le financement d'une douzaine de programmes dont certains touchent directement l'Afrique, comme l'*Overseas Private Investment Corporation* (OPIC), ou l'*US Africa Development Foundation* (USADF) qui soutient des projets dans une trentaine de pays du continent.

La diminution de l'aide est une réponse habituelle à la recherche d'économies, même si ces dépenses représentent une part très faible du budget fédéral. Le phénomène est accentué par la volonté de l'Administration Trump de présenter un budget « favorable au contribuable » (il est intitulé « *Taxpayer First Budget* »). Or, chez certains analystes comme Peter Pham, le coût des programmes d'aide est « *insoutenable* ». Il faut donc comprendre que « *la réalisation des intérêts économiques américains en Afrique sera, et doit être, principalement promue par le secteur privé* »¹⁸².

Cela correspond à une préférence de plus en plus affichée des Conservateurs pour confier au secteur

¹⁷⁹ De manière globale, le budget des affaires extérieures diminuerait de 29% par rapport à 2017.

¹⁸⁰ Alva Saldinger, "Budget cuts target development assistance, hint at organizational change", *Devex*, April 25, 2017.

¹⁸¹ Le projet de budget prévoit une réorganisation qui élimine certains comptes (l'ESF par exemple), mais transfère les crédits sur d'autres lignes. Il est difficile d'en déterminer l'impact.

¹⁸² Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 23.

privé un rôle de premier plan dans le développement. Cette idée fait par exemple l'objet d'une audition récente à la Commission sénatoriale des relations extérieures, dont le président explique que l'aide au développement ne peut pas tout. « *Faire appel au marché nous offre l'opportunité d'être plus efficace pour favoriser [une croissance] durable, ce qui diminuera la nécessité de notre assistance avec le temps* »¹⁸³. Cela doit donc réduire la charge pour le contribuable américain.

Cette tendance n'est pas nouvelle, puisque l'USAID s'associe depuis les années 1990 avec de nombreux partenaires du secteur caritatif (comme le *Catholic Relief Services* et l'*Islamic Relief* engagés en RCA) ou commercial (comme DuPont pour des programmes agricoles en Éthiopie)¹⁸⁴. Mais le retrait du secteur public pourrait être plus marqué, du fait de la réduction des budgets.

La primauté aux intérêts économiques et la recherche de la rentabilité dans les relations extérieures, qui constituent jusqu'à présent la seule « doctrine » de l'Administration Trump, tendraient à accentuer le désengagement d'Afrique. Cela explique sans doute que les partisans de la poursuite de la politique africaine soulignent avec une insistance renouvelée que l'aide peut générer de considérables « retours sur investissement ».

Mais d'une certaine manière, la diminution de l'aide peut aussi refléter les doutes sur son intérêt stratégique pour les États-Unis. Un spécialiste relevait à l'été 2016 que l'aide conditionnelle fournie par l'Union Européenne pouvait être un levier d'influence significatif, tandis que celle des États-Unis était déconnectée des enjeux politiques : elle « est de plus en plus dominée par les programmes [de lutte

contre] le SIDA et l'assistance humanitaire, qui ne peuvent être marchandés pour des raisons politiques ou de sécurité »¹⁸⁵. Ainsi, la responsable de l'Afrique au DoS remarquait que les États-Unis poursuivaient des partenariats dans pratiquement tous les pays d'Afrique, « même ceux avec lesquels [ils ont] de profonds désaccords »¹⁸⁶ (seule l'Érythrée ne bénéficie d'aucune sorte d'aide).

Dans ces conditions, il est légitime de s'interroger sur les « dividendes » politiques que les États-Unis peuvent tirer de l'aide. Toutefois, la concurrence croissante de puissances « émergentes » qui fournissent aussi de l'aide à l'Afrique est un paramètre à prendre en compte : Washington doit envisager le risque qu'il y aurait à « laisser des vides » que d'autres pourraient combler.

Ces questions rejoignent le débat déjà ancien sur l'efficacité de l'aide et plus spécifiquement de l'assistance en matière de sécurité.

Un bilan mitigé de la coopération de sécurité

Les discussions sur l'utilité de l'aide sont d'abord alimentées par la grande difficulté à évaluer précisément ses résultats.

Le problème tient d'une part à la multiplicité des programmes, en particulier dans le domaine de la sécurité. En 2015, un spécialiste constatait qu'il « est extrêmement compliqué de présenter un tableau complet de l'assistance de sécurité fournie à chaque pays africain, compte tenu du patchwork d'autorités législatives et de programmes » utilisés par le DoS et le

¹⁸³ Senator Bob Corker, Opening Statement, Hearing on Private Sector Engagement in Foreign Aid, US Senate, Committee on Foreign Relations, May 4, 2017.

¹⁸⁴ Testimony of Eric G. Postel, Associate Administrator, U.S. Agency for International Development, "Public-Private Partnerships in Foreign Aid: Leveraging Taxpayer Dollars for Greater Impact and Sustainability", Senate Foreign Relations Committee, July 12, 2016.

¹⁸⁵ Princeton N. Lyman, "U.S. Sanctions Policy in Sub-Saharan Africa", Testimony before the Senate Foreign Relations Subcommittee on Africa and Global Health Policy, June 8, 2016, p. 3.

¹⁸⁶ Assistant Secretary Linda Thomas-Greenfield, Testimony before the House of Representatives Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on Africa, Global Health, Global Human Rights, and International Organizations, September 14, 2016, p. 1.

DoD¹⁸⁷. D'autre part, les institutions ne disposent pas d'instruments de mesure suivis, susceptibles d'évaluer systématiquement les résultats obtenus¹⁸⁸. Cela a donné lieu à des mises en garde d'organismes de contrôle comme le *Government Accountability Office* (GAO) et à de multiples études de centres de recherche¹⁸⁹, formulant des recommandations pour améliorer le contrôle des activités. Le DoS s'est ainsi lancé dans la production de rapports d'évaluation de certains programmes depuis 2015 et le Département de la défense a suivi plus récemment, mettant en place un mécanisme début 2017¹⁹⁰.

Si ces analyses doivent permettre de tirer des enseignements des activités entreprises, une appréciation globale de l'impact de l'assistance reste difficile à réaliser et donc sujette à discussion. Or, cette question a d'autant plus d'importance que les États-Unis privilégient une stratégie indirecte, reposant sur le recours à des « partenaires » dont il faut améliorer l'efficacité.

Une étude de la Rand de 2015 relevait un paradoxe dans la coopération avec l'Afrique : « *les pays qui ont le plus besoin d'assistance sont généralement ceux qui sont les moins capables d'en tirer profit* ». Les gouvernements faibles, instables, dont les capacités de sécurité doivent être renforcées, font souvent « *le plus mauvais usage* » de l'aide qui leur est fournie¹⁹¹.

Pour le DoD, les activités de coopération menées en Afrique contribuent à répondre à « *l'instabilité régionale* » et au développement de la menace terroriste, qui constituent des problèmes immédiats. Mais

à long terme, l'intérêt des États-Unis est la multiplication de « *partenaires nationaux démocratiques et efficaces* », disposant de forces armées professionnelles obéissant à des institutions civiles respectueuses du droit¹⁹².

Mais on peut se demander si ces deux objectifs sont réellement compatibles : le renforcement des appareils de sécurité locaux, même encadré par les règles législatives américaines¹⁹³, peut aboutir à des dérives. Régulièrement, des observateurs dénoncent la formation donnée par les armées américaines à des unités africaines impliquées dans des violences contre les populations ou des coups d'État. Plus globalement, la coopération conduit au renforcement de l'appareil militaire d'États qui sont rarement des modèles de démocratie. Les régimes tchadien, éthiopien ou rwandais ont ainsi pu consolider leur pouvoir grâce à l'importance que Washington leur accorde dans la lutte contre le terrorisme¹⁹⁴.

On peut considérer que la politique américaine privilégie avec un certain réalisme (voire cynisme) la réalisation de ses objectifs de sécurité sur la promotion, plus aléatoire, de ses valeurs. Les relations avec l'Ouganda en seraient la meilleure illustration, puisque en dépit des nombreuses critiques de sa politique intérieure (y compris de la part de l'Administration Obama), l'aide accordée au régime de Yoweri Museveni ne s'est pas réduite.

De nombreux experts considèrent pourtant que cette attitude est dangereuse, car à terme, « *les États*

¹⁸⁷ Lauren Ploch Blanchard, Statement before the Senate Foreign Relations Committee Subcommittee on Africa and Global Health, op. cit., p. 3. Voir à ce sujet : David E. Thaler et al., *From Patchwork to Framework: A Review of Title 10 Authorities for Security Cooperation*, Santa Monica: RAND Corporation, 2016.

¹⁸⁸ Ibid., p. 17.

¹⁸⁹ La Rand a publié plusieurs travaux sur le sujet, dont un rapport de 2016 proposant un mécanisme d'évaluation de la coopération de sécurité pour le DoD.

¹⁹⁰ L'Instruction 5132.14 met en place une procédure pour l'évaluation et le suivi (*Assessment, Monitoring, and Evaluation AM&E*).

¹⁹¹ Stephen Watts, *Identifying and Mitigating Risks in SSA for Africa's Fragile States*, Santa Monica : Rand, 2015, p. xi.

¹⁹² Statement of General David M. Rodriguez, op. cit., p. 2.

¹⁹³ Tels que les "amendements Leahy", visant à s'assurer que les unités étrangères formées ou équipées par les États-Unis respectent les droits humains.

¹⁹⁴ Jonathan Fisher, David M. Anderson "Authoritarianism and the securitization of development in Africa", *International Affairs*, Vol. 91, n°1, 2015, p. 137.

autoritaires répressifs deviennent de plus en plus instables », susceptibles de connaître des coups d'État violents¹⁹⁵ et de devenir à leur tour des problèmes de sécurité.

Finalement, si la coopération de sécurité s'inscrit pour Washington dans une stratégie indirecte, visant à confier aux forces locales la charge de contrer des menaces « communes », il n'est pas certain que l'utilisation de l'aide serve effectivement les intérêts américains. Pour certains analystes, les principaux bénéficiaires de la coopération de sécurité en Afrique sont parvenus à en tirer profit, tout en limitant l'influence américaine sur leur politique intérieure (les réformes économiques sont acceptées, mais pas la libéralisation politique) et surtout extérieure. Ce sont les perceptions et les priorités des acteurs régionaux qui influencent la politique américaine, dans la mesure où Washington ne souhaite pas s'impliquer directement, ni risquer de perdre un partenaire. Ainsi l'engagement américain en Somalie aux côtés de l'AMISOM en 2007 serait le résultat de l'insistance éthiopienne, en dépit des réticences de l'Administration Bush ; de même que la lutte régionale contre la LRA répondait essentiellement à la volonté ougandaise¹⁹⁶.

Les « effets pervers » de la coopération de sécurité ne semblent toutefois pas suffisants pour engendrer une révision de la stratégie, probablement parce que les enjeux ne sont pas décisifs pour Washington. À l'inverse, il apparaît d'autant plus dangereux aujourd'hui de renoncer à un instrument de « *soft power* » que d'autres pays, à commencer par la Chine, semblent chercher à exercer une influence sur le continent au travers de leur engagement économique. Les Conservateurs exhortent donc le président « *Trump* [à ne pas] abandonner l'Afrique à la

Chine, l'Iran, les extrémistes anti-Occidentaux ou aux fonds d'investissement »¹⁹⁷.

Dans la mesure où l'investissement américain dans la sécurité africaine a peu de chance d'augmenter, Peter Pham explique en outre qu'il « est impératif que les États-Unis développent des relations spéciales avec des partenaires africains clés », mais aussi qu'ils améliorent la coordination de leur « stratégie et leurs opérations » avec la France et la Grande-Bretagne¹⁹⁸. La coopération trilatérale développée récemment dans le Bassin du lac Tchad est à cet égard un exemple à reproduire.

D'autres experts préconisent de s'appuyer sur des partenaires continentaux, tels que le Maroc. Sa contribution à la lutte contre le terrorisme, aussi bien militaire qu'idéologique, va clairement dans le sens des intérêts américains¹⁹⁹. Finalement, le sénateur Coons estime même que la concurrence avec la Chine ne doit pas empêcher la coopération en matière d'opérations de paix. S'il est possible de trouver « une manière responsable de travailler avec des concurrents internationaux » pour promouvoir la paix et la stabilité en Afrique, les États-Unis devraient le faire²⁰⁰. Toutes les options sont ainsi envisageables... hormis un engagement plus massif dans les affaires du continent.

¹⁹⁵ Steven Feldstein, "Why the Trump Administration Should Not Overlook Africa", op. cit.

¹⁹⁶ Jonathan Fisher, David M. Anderson "Authoritarianism and the securitization of development in Africa", op. cit. p. 146.

¹⁹⁷ John Spacapan "An 'America first' plan in Africa", op. cit.

¹⁹⁸ Peter J. Pham, *A Measured US Strategy for the New Africa*, op. cit., p. 22.

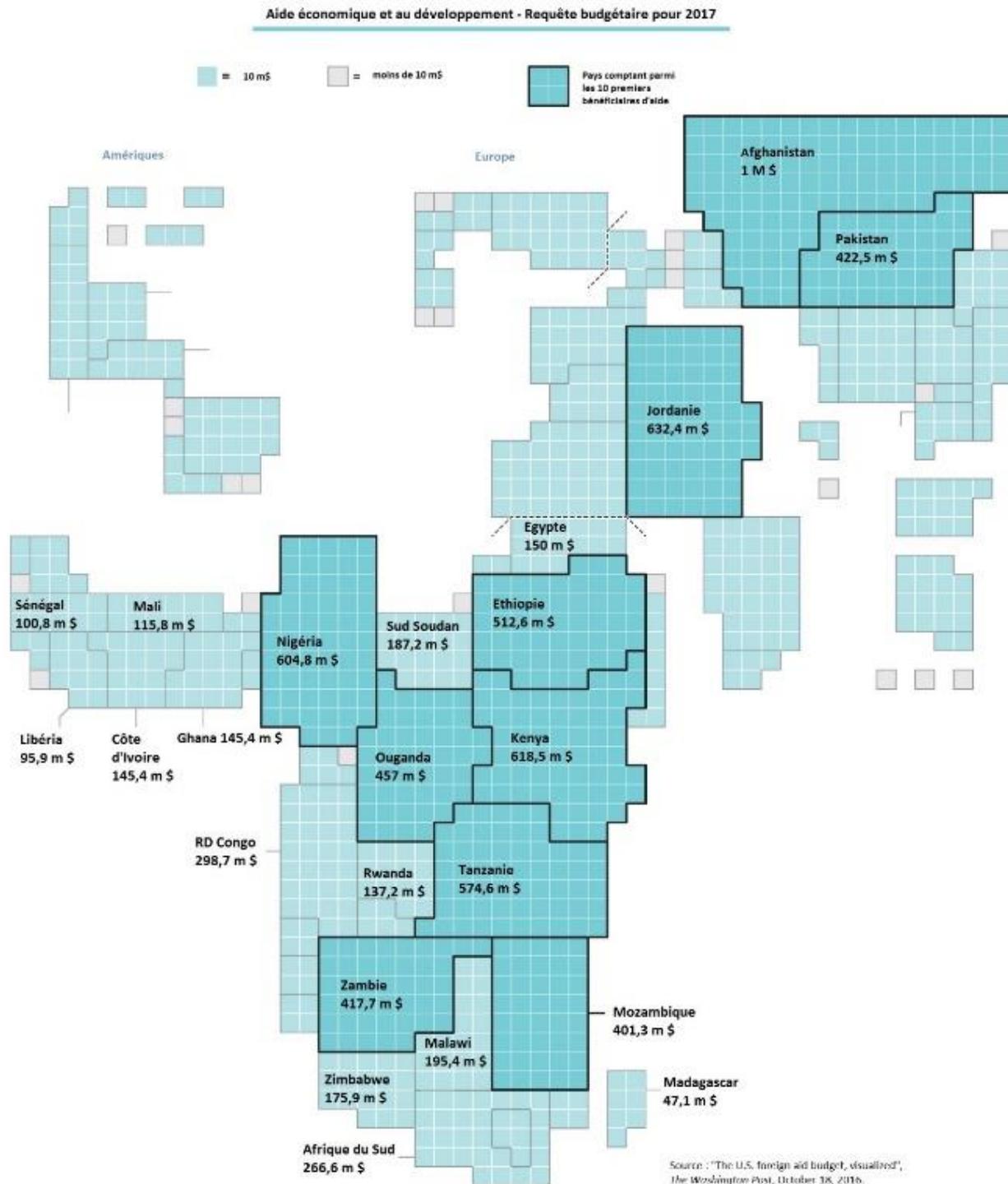
¹⁹⁹ John Spacapan "An 'America first' plan in Africa", op. cit.

²⁰⁰ Senator Chris Coons, "U.S.-Africa Policy: Recommendations for President Trump", op. cit.

Annexe 1 – Liste des auditions parlementaires sur l’Afrique en 2016

Date	Chambre	Sénat
10 février		Politique en Afrique centrale
24 février	Insurrection de Boko Haram en Afrique de l’Ouest	
7 avril		Situation de l’épidémie Ébola
27 avril	Perspectives de paix au Sud-Soudan	
10 mai		Terrorisme et instabilité en Afrique
11 mai	Soutien des États-Unis au Nigéria	
18 mai	Stratégie de soutien à la démocratie en Afrique	
8 juin		Évaluation des sanctions en Afrique
7 septembre	Crise au Sud Soudan	
14 septembre	Menace régionale de l’Érythrée	
20 septembre		Options dans la crise au Sud Soudan

Annexe 2 – Répartition de l'aide au développement par pays



Annexe 3 – Organisations terroristes en Afrique

Table A-1. Africa-Based Foreign Terrorist Organizations (FTOs)

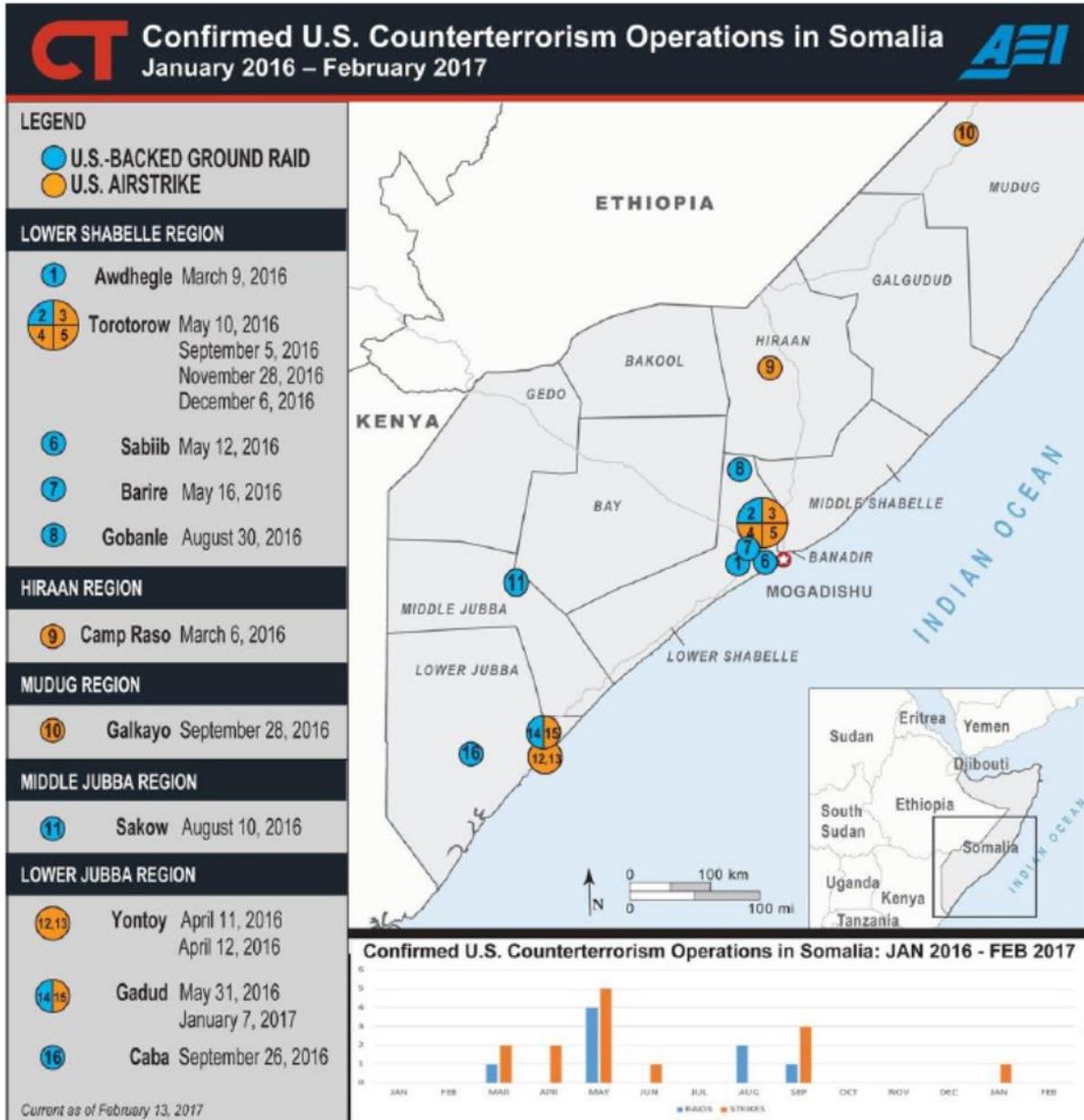
Designated by the U.S. Department of State per Section 219 of the Immigration and Nationality Act

Group	Date of Designation	Location/Area of Operation
Gama'a al-Islamiyya (Islamic Group) (IG)	10/8/1997	Egypt (no known attacks in recent years)
Al Qaida in the Islamic Maghreb (AQIM)	3/27/2002	Algeria; Maghreb and Sahel
Al Shabaab	3/18/2008	Somalia and East Africa
Ansar al Dine (AAD)	3/22/2013	Mali and Libya
Jama'atu Ahlus Sunnah Lidda'Awati Wal Jihad (Boko Haram; IS West Africa Province)	11/14/2013	Nigeria and Lake Chad Basin countries
Jama'atu Ansarul Muslimina Fi Biladis Sudan (Ansaru)	11/14/2013	Nigeria and Lake Chad Basin countries
Al Mulathamun Battalion (Al Murabitoun)	12/19/2013	Algeria; Maghreb and Sahel
Ansar al Sharia in Benghazi	1/13/2014	Libya
Ansar al Sharia in Darnah	1/13/2014	Libya
Ansar al Sharia in Tunisia	1/13/2014	Tunisia and Libya
IS Sinai Province (formerly Ansar Bayt al Maqdis)	4/10/2014	Egypt

Notes: Three other Africa-based groups— the Armed Islamic Group (GIA) in Algeria, the Moroccan Islamic Combatant Group (GICM), and the Libyan Islamic Fighting Group (LIFG)—have been delisted.

Annexe 4 – Opérations de contre-terrorisme en Somalie

Figure 3. Confirmed US Counterterrorism Operations in Somalia



Source : Katherine Zimmerman, Jacquelyn Meyer Kantack, Colin Lahiff, *US Counterterrorism Objectives in Somalia : Is Mission Failure Likely?*, AEI, March 2017, p. 9.